

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°1 / MARS 2009
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Les crises alimentaires ne devraient pas exister – il y a assez à manger pour tous

Lettonie: conflit linguistique et problèmes économiques dans une nation multiethnique

La professionnalisation croissante du volontariat



DOSSIER



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

De la nourriture pour tous, à condition de le vouloir

La crise alimentaire actuelle n'aurait pas dû se produire. Elle découle de dysfonctionnements qu'il importe de corriger.

6

Des changements s'imposent de toute urgence

Entretien avec Hans Herren, coprésident du Conseil mondial de l'agriculture

12

L'alimentation au centre des priorités

Face à la terrible dégradation de la situation alimentaire au Sud, la Suisse a lancé en automne 2008 le programme global Sécurité alimentaire

14

D'un projet de microcrédit à une banque commerciale

Une association albanaise d'épargne et de crédit, mise sur pied avec l'aide de la DDC, envisage d'élargir sa gamme de prestations

24

FORUM



Bénévoles, mais professionnels

Les coopérants volontaires travaillent de manière toujours plus professionnelle. Les premières à en profiter sont les populations du Sud.

26

Un royaume en péril

L'écrivain sud-africain Zakes Mda évoque les menaces qui planent sur la protéée, fleur emblématique de son pays

29

HORIZONS



Imbroglia linguistique sur la Baltique

La Lettonie est aux prises avec des difficultés économiques et des problèmes liés à l'intégration de sa minorité russe

16

Mon petit pays des merveilles

Zane Berlauda explore l'identité des Lettons et leur admiration pour l'Occident

20

DDC

Une promesse faite au bon moment

Martin Dahinden, directeur de la DDC, commente la décision du Parlement d'augmenter l'aide au développement

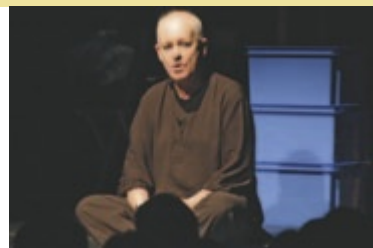
21

Retour sur un passé douloureux

La Suisse agit à plusieurs niveaux pour aider le Burundi à surmonter les traumatismes du passé

22

CULTURE



«Sans information, la sexualité est un champ de mines»

Entretien avec l'humoriste sud-africain Pieter-Dirk Uys, une grande figure de la satire politique internationale

30

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que l'approche des moyens d'existence durables ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

« Une question de volonté »

La division du travail à l'échelle planétaire prend des formes toujours plus surprenantes : depuis peu, des pays riches ou émergents achètent le droit d'exploiter d'immenses surfaces agricoles dans les pays pauvres, afin d'y produire de la nourriture pour leur propre usage. C'est ainsi que la Chine fait cultiver par des paysans malgaches, sur 1,3 million d'hectares, du riz destiné à son marché intérieur. Pour assurer l'alimentation future de leur population, le Qatar et le Koweït ont approché le Cambodge. Celui-ci a accepté, par un accord conclu en novembre dernier, de mettre à la disposition des deux émirats arabes plusieurs millions d'hectares de terres agricoles. Si cette tendance se généralise, on risque bien de voir un jour le Cameroun, par exemple, contraint de réimporter sa nourriture depuis la Chine, à laquelle il a déjà accordé 10 000 hectares.

Actuellement, 105 des 148 pays en développement sont des importateurs nets de denrées alimentaires, alors que beaucoup d'entre eux ont un grand potentiel agricole, comme le montrent les exemples ci-dessus. En d'autres termes, la plupart des pays du Sud pourraient nourrir eux-mêmes leur population. Mais pourquoi les paysans du Ghana, du Burkina Faso ou du Soudan devraient-ils s'écarter de cultiver des denrées qu'ils ne parviennent pas à vendre, car les produits importés sont meilleur marché ? Les excédents agricoles du Nord, subventionnés par les pouvoirs publics, inondent depuis des années les marchés du Sud. Dans de nombreux pays en développement, ils ont provoqué le déclin de l'agriculture indigène.

La planète produit actuellement assez pour nourrir les 6,7 milliards d'êtres humains qui la peuplent. Jacques Diouf,

directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le dit sans ambages : « Éradiquer la faim n'est pas une question d'argent, mais de volonté. » Et pourtant, il n'y a jamais eu autant d'affamés qu'aujourd'hui. Des millions de personnes meurent de faim chaque année ; 860 millions souffrent de carences et de sous-alimentation ; et le renchérissement des aliments de base a encore aggravé la situation, augmentant de 100 millions le nombre de pauvres qui n'ont pas de quoi manger à leur faim. Un cercle vicieux, car les personnes confrontées à l'insécurité alimentaire n'ont pas l'énergie – au sens propre du terme – d'entreprendre quoi que ce soit pour améliorer leur situation.

La crise actuelle met en lumière d'anciennes et de nouvelles disparités qui requièrent une action concertée pour garantir la sécurité alimentaire à l'échelle planétaire. Notre dossier, à partir de la page 6, fournit des pistes sur la manière de la mettre en œuvre.

Comme le veut la tradition, *Un seul monde* invite un auteur du Sud à rédiger la « Carte blanche » de ses quatre numéros annuels. Nous sommes heureux que l'écrivain sud-africain Zakes Mda ait accepté avec enthousiasme de tenir cette rubrique en 2009. Vous lirez à la page 29 la première contribution de ce romancier et dramaturge de renommée internationale, dont le regard porte bien au-delà des frontières sud-africaines.

La rédaction

(De l'allemand)



Sven Torfinn/taif

La pauvreté rend aveugle

(bf) Dans les pays en développement, le risque de devenir aveugle est dix fois plus grand que dans les pays industrialisés. Le monde compte quelque 37 millions d'aveugles et 124 millions de malvoyants. Environ 90% des aveugles vivent dans les pays du Sud, où une personne perd la vue toutes les cinq secondes. Cela s'explique principalement par la pauvreté et le manque de soins qui en découle. Statistiquement parlant, on recense un oculiste pour un million de personnes en Afrique, alors que le rapport est de un pour 13 000 en Europe. Dans les pays en développement, la cécité engendre aussi un cercle vicieux : 90% des enfants qui en souffrent ne sont pas scolarisés ; faute de possibilités de formation, 80% des adultes aveugles sont sans travail. Les spécialistes rappellent qu'il serait possible d'éviter au moins trois quarts des cas de cécité dans le monde. En effet, ces affections sont dues à une carence en vitamine A, que des compléments alimentaires par exemple pourraient compenser à court terme.

À qui appartiennent les rites funéraires ?

(bf) Un individu ou un groupe de personnes peuvent-ils s'arroger des droits de propriété sur

des traditions ? Qui est en droit d'exploiter et de commercialiser les symboles religieux ? À qui « appartiennent » les rituels funéraires ? Voilà quelques-unes des questions que des spécialistes internationaux de l'anthropologie culturelle, de l'ethnologie, du droit et de l'économie vont examiner ces trois prochaines années à l'Université de Göttingen (Allemagne). Leurs travaux comprendront des études de cas en Europe et en Asie du Sud-Est, ainsi que des enquêtes auprès de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, institution spécialisée des Nations Unies. Les chercheurs analyseront notamment les cérémonies funéraires des Torajas, un peuple vivant sur l'île indonésienne de Sulawesi, et la conception du temple



Kurt Henseler/taif

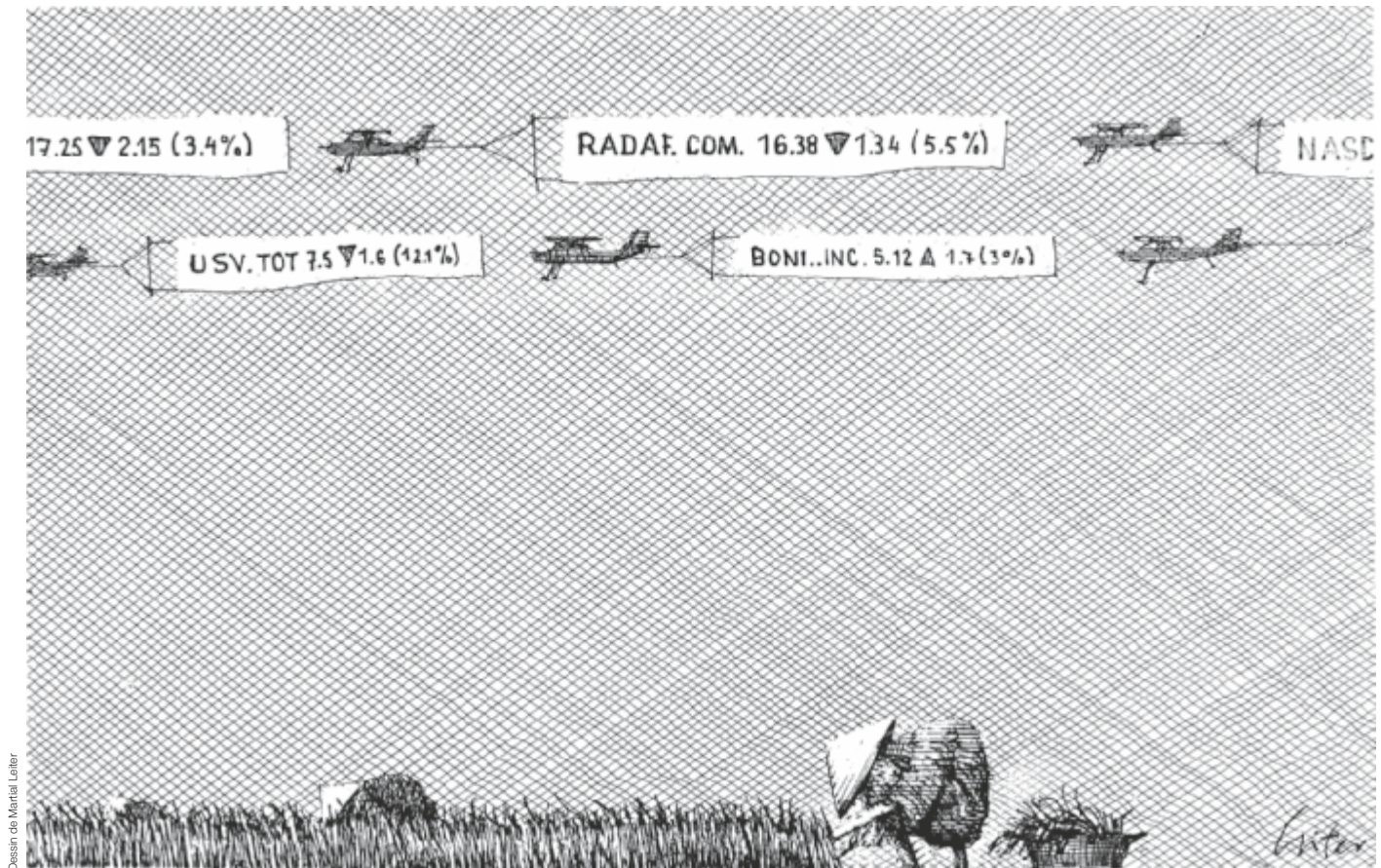
d'Angkor Vat, au Cambodge. Les résultats de leurs travaux devraient intéresser plus particulièrement les pays en développement, puisque ceux-ci possèdent une grande variété de traditions et de rituels authentiques et qu'ils sont les premiers visés par le « pillage » des biens culturels.

Internet à la portée des plus pauvres

(gn) Il est désormais établi qu'Internet peut fournir bien des avantages aux habitants pauvres des régions reculées. En Inde, IBM va plus loin et développe le Spoken Web, un réseau qui se fonde sur la voix plutôt que sur l'écriture et l'image. « Les paysans ne sont souvent pas en mesure de rédiger une note ou un courriel sur leur travail, mais il leur est facile d'en parler », explique Tapan Parikh, de l'Université de Californie, à Berkeley, qui participe à ce projet. Les sites du « réseau vocal » peuvent être créés et consultés simplement par téléphone. En Inde, comme dans les autres pays du Sud, beaucoup de pauvres ne peuvent s'offrir un ordinateur et souvent ils ne savent ni lire ni écrire, alors qu'ils sont toujours plus nombreux à posséder un téléphone portable. Ce réseau parallèle, en format audio, leur sera d'une grande utilité, estime Tapan Parikh. « Les approches conventionnelles portaient de l'Internet existant et visaient à le rendre accessible par téléphone portable. Nous avons maintenant la possibilité de créer un réseau entièrement nouveau. »

L'énergie éolienne a le vent en poupe

(bf) Les producteurs d'installations éoliennes jubilent : la hausse des prix du pétrole a fait exploser le marché international de l'énergie éolienne. Mieux encore : au cours des prochaines années, cette industrie devrait



Dessin de Martial Leher

Haute voltige

enregistrer des taux de croissance d'environ 20% à l'échelle mondiale. Les carnets de commandes débordent. Selon une enquête menée par l'Institut allemand de l'énergie éolienne (Dewi), le volume d'électricité produite annuellement par les nouvelles installations, qui s'est monté à 20 000 mégawatts en 2007, va quintupler d'ici 2017 pour atteindre 107 000 mégawatts. Durant ces dix années, la capacité totale des installations éoliennes dans le monde pourrait ainsi passer de 94 000 à 718 000 mégawatts. C'est surtout aux États-Unis, en Espagne et dans des pays émergents, comme la Chine, que les capacités vont augmenter. La forte demande recèle également un grand potentiel pour les pays en développement. Selon la même étude, cette évolution tendra à dimi-

nuer les prix des installations éoliennes et contribuera ainsi à combler plus rapidement que prévu l'écart de prix entre énergies renouvelables et conventionnelles.

La biodiversité noyée dans l'huile de palme

(bf) La production d'huile de palme destinée à servir de carburant est de plus en plus critiquée par les populations locales, qui ont commencé à occuper des plantations en signe de protestation. Au Cameroun, par exemple, les consommateurs ne peuvent plus se procurer de l'huile de palme alimentaire, car la demande internationale d'agrocarburants a fait flamber les prix. En Malaisie et en Indonésie, pays qui totalisent 130 000 hectares de plantations et comptent ainsi parmi les plus

grands producteurs du monde, un groupe international a étudié les effets de cette culture sur la biodiversité. Les palmiers à huile occupent des terres qui ont été gagnées sur la forêt tropicale, l'un des écosystèmes les plus riches de la planète. L'étude, publiée récemment, montre que

moins d'un sixième des espèces animales présentes dans les forêts primaires survivent à l'intérieur de telles plantations. Même les forêts exploitées pour leur bois ou d'autres cultures, comme le cacao, le café ou le caoutchouc, abritent une biodiversité plus grande.



The New York Times/Redux/afp



La flambée des prix de l'alimentation a provoqué des émeutes dans divers pays, notamment en Éthiopie (ci-dessus). Ailleurs, comme au Soudan (ci-dessous), les effets de ce phénomène se combinent avec la sécheresse et la guerre pour faire planer le spectre de la famine.



De la nourriture pour tous, à condition de le vouloir

La production alimentaire mondiale dépasse aujourd'hui les besoins. Pourtant, des millions de personnes meurent de faim chaque année et plus de 860 millions souffrent de malnutrition. Ce nombre a encore grossi depuis que la flambée des prix a privé environ 100 millions de pauvres de leur pain quotidien. Loin d'être une fatalité, la crise alimentaire actuelle découle de dysfonctionnements qu'il importe de corriger. De Gabriela Neuhaus.

En 2007, le Programme alimentaire mondial (PAM) a acheté huit tonnes de maïs à des petits paysans du Lesotho, pour le redistribuer aux populations locales souffrant de la faim. Cette transaction mérite d'être mentionnée, car c'était la première fois que le PAM se procurait sur place l'aide alimentaire destinée à ce petit État qui souffre durement de l'érosion et de la sécheresse. Huit tonnes ne constituent certes qu'une part minime des quantités qui ont dû être importées pour atténuer la crise alimentaire au Lesotho. Mais Josette Sheeran, directrice du PAM, n'en a pas moins parlé d'une situation dans laquelle tout le monde est gagnant : grâce à ces achats locaux, l'organisation spécialisée de l'ONU a réalisé une économie et les 2800 dollars qu'elle a versés pour ce maïs ont assuré un revenu important à de petits exploitants.

Le Lesotho donne l'exemple

Ce petit royaume montagneux, enclavé au cœur de l'Afrique du Sud, compte parmi les pays les plus pauvres de la planète. Environ 70 pour cent de ses habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Des conditions climatiques difficiles, des méthodes de culture inadaptées et le manque d'infrastructures se conjuguent pour faire de la faim une réalité quotidienne.

James Jacob Machobane, fils d'un paysan lesothan, a mis au point dans les années 50 une méthode agricole durable qui devait garantir un revenu régulier aux paysans. Son système consiste à cultiver sur un même champ sept végétaux différents, dont des pommes de terre, du maïs, du millet et des ha-

ricots. Cendres et fumiers servent d'engrais et les récoltes se succèdent tout au long de l'année. Au début, cette méthode à haute intensité de main-d'œuvre, conçue pour la petite agriculture, n'a guère fait parler d'elle. C'est dans les années 90 seulement qu'elle s'est imposée, avec le soutien de diverses organisations non gouvernementales (ONG), au nombre desquelles figurait Helvetas. Comme l'ont rapidement montré les expériences pratiques, les paysans formés à ce système parvenaient non seulement à mieux se nourrir, mais aussi à produire des excédents qu'ils vendaient sur le marché.

Aujourd'hui, de nombreuses ONG et agences de développement s'emploient – en collaboration désormais avec le gouvernement – à diffuser des méthodes de culture durables adaptées aux conditions climatiques et écologiques du Lesotho, et à améliorer l'accès des paysans au marché. C'est là une approche prometteuse, déjà mise en œuvre dans beaucoup d'autres pays et projets de développement. Malgré ces efforts, rien ne permet d'espérer une solution prochaine au problème de la faim dans le monde. Au contraire : selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), jamais encore on n'avait compté autant de personnes affamées qu'aujourd'hui.

La crise alimentaire

Lorsque les prix des denrées de base, telles que les céréales, le riz, le lait et l'huile, ont pris l'ascenseur dès le milieu de 2007, un cri de protestation a fait

La faim et le développement

Quoique notre existence ne se résume pas à cela, manger est nécessaire à la vie. Faute de nourriture, l'énergie nous abandonne. Viennent alors la douleur, la maladie et la mort. Aujourd'hui, un être humain sur sept ne mange pas à sa faim. Or, lorsqu'une personne doit se préoccuper chaque jour de trouver assez de nourriture pour soi et sa famille, elle n'a ni le temps ni l'énergie d'entreprendre des démarches qui pourraient la sortir de la misère. La faim et la pauvreté s'entrelient mutuellement en un cercle vicieux qu'il est fort difficile de rompre. La crise mondiale et le renchérissement des denrées alimentaires risquent de faire de la sécurité alimentaire une utopie pour un nombre croissant d'êtres humains. Or, la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît expressément le droit à une nourriture suffisante. Selon l'interprétation de l'ONU, « le droit à l'alimentation est réalisé lorsque chaque homme, chaque femme et chaque enfant, seul ou en communauté avec d'autres, a physiquement et économiquement accès à tout moment à une nourriture suffisante ou aux moyens de se la procurer ». www.righttofood.org



Deiter Telemar/Fanof/Stratex

Des terres agricoles surexploitées

Le sol est un bien précieux à plus d'un titre, de même qu'une ressource cruciale pour la sécurité alimentaire mondiale. La croissance démographique réduit en effet rapidement le nombre de mètres carrés disponibles par habitant. La productivité agricole a énormément augmenté au cours des trente dernières années, de sorte que l'on peut récolter bien davantage qu'autrefois sur des surfaces toujours plus restreintes. Mais le sol est mis à rude épreuve : selon les estimations, la surexploitation et les erreurs de gestion ont épuisé et contaminé 40% des terres agricoles, au point de compromettre leur fertilité à long terme. Il est possible d'enrayer cette destruction et de redonner vie aux sols dégradés, mais cela exige des investissements, une évolution des mentalités et des recherches scientifiques. Pendant ce temps, le changement climatique et les cultures destinées à la production d'agrocarburants accroissent la pression sur des ressources agricoles toujours plus limitées.

le tour de la planète. Manifestations et émeutes se sont multipliées. En Haïti, elles ont même abouti à la destitution du gouvernement. Parallèlement à cette flambée des prix, une profonde crise alimentaire, due à la sécheresse, aux cyclones ou à la guerre, menaçait plusieurs régions du Sud. Comme toujours dans ces cas-là, la communauté internationale a réagi en lançant des programmes d'urgence et en acheminant de l'aide alimentaire. Ce qui est plus inhabituel, en revanche, c'est que, devant les sombres perspectives de développement dans l'agriculture, elle a également mené un débat de fond sur l'avenir de la sécurité alimentaire.

Cette crise, qui a connu une apogée politique et médiatique en été 2008 lors du Sommet de l'alimentation à Rome, résulte d'une longue évolution qu'il importe de corriger d'urgence si l'on veut éradiquer la faim et garantir à tous le droit à l'alimentation. Dans les années 60, la Révolution verte a permis d'accroître énormément la production de nourriture dans nombre de régions et d'atténuer le problème de la faim, principalement en Asie. Le recours aux semences améliorées, aux engrais chimiques et aux pesticides ainsi que la mécanisation ont engendré un profond changement structurel dans l'agriculture et produit des récoltes d'une ampleur inégalée.

L'industrialisation partielle de l'agriculture a fait baisser les prix des denrées alimentaires dans le monde entier. Une condition idéale, en apparence, pour que le développement s'accélère dans les pays pauvres. À la fin du 18^e siècle, la mise à la disposition des ouvriers d'aliments bon marché

n'avait-elle pas constitué l'un des fondements de la Révolution industrielle ?

Mais la médaille a son revers : la pression sur les prix ayant réduit les revenus de l'agriculture traditionnelle, les investissements dans ce secteur ont pratiquement cessé. Les premières victimes sont surtout les petits paysans du Sud, qui ne peuvent compter sur aucun soutien de l'État. Le développement a donc stagné, la pauvreté s'est aggravée et la faim a gagné du terrain, ce qui a favorisé l'exode rural.

Une concurrence inéquitable

Il serait cependant trop facile d'attribuer le problème de la faim à une cause unique. La crise actuelle montre clairement que la sécurité alimentaire exige des approches globales et une évolution des mentalités à différents niveaux. L'aide alimentaire d'urgence a certes permis de sauver des vies au cours des dernières décennies, mais elle a aussi eu des effets pervers.

James J. Machobane, le visionnaire qui a réformé l'agriculture du Lesotho, avait coutume d'avertir les paysans en ces termes : « Que fait un homme qui a reçu de l'aide alimentaire ? Il retourne faire la queue pour demander une autre poignée de marchandise. Il perd sa dignité et sa femme le quitte. Pour trouver de quoi manger, allez chercher du travail ! » Mais pourquoi donc s'échiner à cultiver un champ, lorsque la nourriture est distribuée gratuitement ou que l'on ne peut plus écouler ses produits, vu que les denrées importées coûtent moins cher ?



Beentjes/Hollandse Hoogte/afp

Les excédents agricoles du Nord, produits avec l'aide de l'État, inondent depuis des années les marchés du Sud. Avec l'importation de blé et de riz subventionnés en provenance des États-Unis et d'Europe, la culture de nombreuses céréales traditionnelles a été abandonnée en Afrique. Au Ghana, la filière avicole indigène s'est effondrée depuis que les consommateurs peuvent acheter nettement moins cher des morceaux de poulet congelés venus de l'Union européenne.

Si le cours élevé des céréales a frappé aussi durement les plus pauvres du Sud, c'est parce que l'approvisionnement de base de la population dépend des marchés internationaux. En effet, 105 pays en développement sur 148 sont aujourd'hui des importateurs nets de denrées alimentaires, alors qu'ils possèdent un potentiel agricole considérable. Pour que celui-ci puisse être mis au service d'une sécurité alimentaire durable, il faut que les pays riches du Nord cessent de subventionner leur agriculture aux dépens des plus démunis. Tous les spécialistes du développement sont d'accord là-dessus.

Une demande croissante

L'agriculture est en mesure de nourrir les 6,7 milliards d'êtres humains qui peuplent notre planète. Grâce notamment à la productivité élevée de l'agriculture industrialisée, la faim est aujourd'hui essentiellement un problème de répartition et de pauvreté. Toutefois, cela pourrait changer bientôt pour deux raisons : d'abord parce que la demande continuera d'augmenter en raison de la progression démographique, mais aussi et surtout parce

que, dans des pays comme la Chine ou l'Inde, nombre d'habitants parviendront à se hisser au-dessus du seuil de pauvreté.

De plus, l'expérience des pays industrialisés permet de prévoir que lorsqu'elles en auront les moyens, les populations du Sud consommeront davantage de viande. Pour couvrir les besoins futurs, il faudra accroître de 50 pour cent la production de céréales d'ici 2030 et de 85 pour cent celle de viande, selon le Rapport sur le développement dans le monde 2008.

À l'heure qu'il est, l'humanité vit cependant au-dessus de ses moyens. Chaque année, nous consommons nettement plus de ressources que la planète n'est en mesure de régénérer. Les conséquences sont patentes : surpêche dans les mers, érosion et empoisonnement des sols, pénurie d'eau, diminution dramatique de la biodiversité et tarissement des sources d'énergie fossile. De surcroît, les changements climatiques risquent fort d'avoir également des effets négatifs sur la production agricole mondiale. On peut donc en conclure qu'il sera à l'avenir beaucoup plus difficile d'assurer la sécurité alimentaire.

Controverse autour des agrocarburants

La pression croissante sur des ressources limitées est encore accentuée par l'utilisation de certaines plantes, comme la canne à sucre, le blé ou le soja, pour la fabrication d'agrocarburants. De nombreuses études ont démontré que les méthodes actuelles de production ne fournissent qu'un gain énergétique minime. Dans le cas de l'éthanol tiré

Les excédents agricoles du Nord, subventionnés par l'État, inondent les marchés de nombreux pays en développement. L'une des conséquences est que les produits locaux ne peuvent plus se vendre sur le marché et que beaucoup de céréales traditionnelles ne sont plus cultivées.



Paul Harrison/Still Pictures



The NewYorkTimes/Redux/af



Steve Werner/af



Jorgen Schytte/Still Pictures

du maïs ou du colza, le bilan est même négatif. Pourtant, on n'en continue pas moins d'investir des milliards dans le développement d'agents énergétiques qui poussent dans les champs et entrent ainsi en concurrence directe avec la production vivrière.

Les avis divergent lorsqu'il s'agit de quantifier précisément l'impact de la production de biocarburants sur le renchérissement des céréales au niveau mondial. Ce qui est certain, en revanche, c'est que la demande de produits agricoles destinés à un usage énergétique risque de compromettre gravement la sécurité alimentaire si aucune réglementation n'est prévue à l'échelle mondiale.

Cette remarque vaut aussi pour les agrocarburants dits de la seconde génération, auxquels les multinationales de l'énergie, de l'agroindustrie et de l'automobile consacrent des recherches communes. L'entreprise agricole américaine Archer Daniels Midland a ainsi conclu avec le constructeur automobile Daimler et le groupe chimique Bayer, producteur de semences, un contrat de coopération

pour la production de biodiesel à partir du jatropha. Ce type de collaboration vise à contrôler l'ensemble du processus, depuis la semence jusqu'au moteur de voiture, en passant par le carburant. Des entreprises agricoles deviennent ainsi des productrices d'énergie et vice-versa.

Face à la crise alimentaire, des États comme l'Allemagne et la Suisse ont toutefois revu leur politique de promotion des agrocarburants. Ils travaillent en outre à l'élaboration de labels permettant de distinguer les «biocarburants durables». L'avenir dira si de telles mesures suffisent à faire passer la sécurité alimentaire mondiale avant l'approvisionnement énergétique du Nord.

Un défi planétaire

Le problème de la faim n'est pas insoluble, puisque la planète peut produire de quoi nourrir tous ses habitants. Diverses études parviennent à cette conclusion. Elles proposent des moyens différents pour éradiquer la faim, mais sont unanimes sur un point: il importe de décider et d'appliquer d'ur-



Jean Banning/afp

gence de multiples mesures tant au niveau régional que mondial, en mettant l'accent sur la durabilité et l'utilisation économe de ressources limitées.

La mise en œuvre d'une telle stratégie suscite toutefois des divergences. L'agroindustrie mise avant tout sur la culture industrielle et l'accroissement de la productivité, notamment par le recours au génie génétique. En revanche, le Rapport sur l'agriculture mondiale conclut que les petits exploitants sont les meilleurs garants d'une sécurité alimentaire durable (voir page 12).

Cette dernière analyse confirme la politique menée jusqu'ici par la DDC. Toutefois, cela peut sembler quelque peu cynique de compter sur les petits paysans pour sauver la planète, alors qu'ils subissent de plein fouet la concurrence internationale et qu'eux-mêmes ne mangent pas à leur faim. « Il importe tout d'abord que ces petits producteurs puissent mieux se nourrir », souligne Willi Graf, spécialiste de l'agriculture à la DDC. « Pour y parvenir, ils ont besoin de notre soutien, sous la for-

me d'une aide à la recherche et de conseils, ainsi que d'un accès facilité au marché. »

Passer de l'autosubsistance à la sécurité alimentaire mondiale représente cependant un pas énorme, que ni les petits paysans ni même l'ensemble du secteur agricole ne sont en mesure de franchir seuls. « C'est tout notre mode de vie qui est en cause », affirme Willi Graf. « Nous avons beaucoup de choses à faire en Suisse, au niveau politique et en tant que consommateurs, si nous voulons apporter une contribution à la sécurité alimentaire mondiale. » ■

(De l'allemand)

La déforestation, la production d'agrocarburants et le commerce mondial sont quelques-unes des activités humaines qui ont un lien direct avec la crise alimentaire et expliquent pourquoi les petits paysans du Sud ont à peine de quoi se nourrir.

Consommer local, saisonnier et équitable

Conséquence de la mondialisation, la sécurité alimentaire du Sud est étroitement liée aux modes de consommation du Nord. Dans un monde où tout est interdépendant, il est cependant difficile de définir des règles de comportement simples. Le but, en fin de compte, est de répartir équitablement les ressources existantes afin qu'elles suffisent pour tous. L'énergie nécessaire à la fabrication et au transport des denrées alimentaires constitue un indicateur utile : la production d'une calorie sous forme de viande de bœuf nécessite par exemple sept calories de céréales. L'appréciation est différente dans le cas des cultures comme le cacao, le café ou les bananes, que des pays du Sud produisent pour nos marchés : ce qui compte, c'est que les agriculteurs obtiennent un juste prix pour leur travail et que leur dépendance à l'égard des exportations ne remette pas en cause leur propre sécurité alimentaire. Aussi les organismes suisses de développement conseillent-ils aux consommateurs du Nord de privilégier les produits locaux, saisonniers et équitables.

Des changements s'imposent de toute urgence

Le Rapport sur l'agriculture mondiale a fait sensation en avril 2008, en montrant qu'une agriculture durable doit être fondée sur les petites exploitations. Hans Herren, coprésident du groupe d'experts qui l'a élaboré, sillonne depuis lors la planète pour promouvoir d'urgence les changements nécessaires, notamment dans les politiques agricoles et le comportement des consommateurs. De Gabriela Neuhaus.



L'agronome suisse **Hans Herren** est l'un des plus éminents spécialistes internationaux de la protection biologique des végétaux. En 1995, il a reçu le Prix mondial de l'alimentation pour ses travaux novateurs menés en Afrique. Pendant de longues années, il a en effet dirigé le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (ICIPE) au Kenya, élaborant des programmes intégrés destinés à promouvoir la santé de l'homme, des animaux, des végétaux et de l'environnement. Depuis 2005, Hans Herren préside l'Institut du Millénaire, où il met au point des programmes et des instruments favorisant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Enfin, avec Judi Wakhungu, du Centre africain d'études sur la technologie, Hans Herren a coprésidé pendant quatre ans l'Évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement (EISTAD), dont les travaux ont conduit à l'élaboration du Rapport sur l'agriculture mondiale.



René Mattes/hemis.fr/af

Un seul monde: Combien d'êtres humains la planète peut-elle nourrir à long terme?

Hans Herren: D'aucuns affirment qu'il n'y a pas de limite, surtout parce que, selon les prévisions, la population mondiale s'accroîtra de 2,5 milliards d'individus d'ici 2050, avant de reculer à nouveau. Aujourd'hui déjà, nous serions en mesure de nourrir même ces 2,5 milliards de personnes supplémentaires, si la moitié de la production n'était pas gaspillée. Sans oublier ce que les voitures consomment déjà. Nous pouvons produire de la nourriture en suffisance. Reste à savoir comment, où et à quel prix.

Quels sont les fondements de la sécurité alimentaire?

Premièrement, l'agriculture est importante pour la survie de l'humanité, et pas seulement sur le plan alimentaire. L'eau, l'air et notre environnement en général ont besoin d'une agriculture qui soit au service des écosystèmes. Deuxièmement, nous devons

préserver un milieu dans lequel les gens puissent vivre heureux: une nature belle et variée, et pas uniquement d'immenses champs de maïs ou de soja dans des paysages inhabités. Troisièmement, il faut une agriculture qui aide les pays en développement à surmonter la pauvreté. Cela signifie que le Nord doit cesser de produire, à coups de subventions, des excédents agricoles qui envahissent les marchés du Sud et privent les paysans locaux de leurs moyens de subsistance. Dans les pays dépourvus de l'infrastructure requise, il est difficile d'acheminer des denrées sur les marchés; à l'inverse, la demande ne parvient pas jusqu'aux paysans. Le système commercial ne peut donc pas fonctionner. Tout cela est une question d'investissement.

Par où devrait-on commencer?

Il faudrait rémunérer les agriculteurs pour les prestations qu'ils fournissent afin de préserver les écosystèmes. Des investissements destinés à améliorer les sols ou à piéger le CO₂ pourraient accroître

énormément la production et même doubler le revenu des paysans. De telles mesures peuvent être mises en œuvre dès demain. Elles ne requièrent pas de longues recherches.

Lors de sa parution en avril 2008, le Rapport sur l'agriculture mondiale a connu un large écho. Entre-temps, on en parle moins. Comment évaluez-vous son impact aujourd'hui?



REA/laif

L'intérêt s'est encore accru : des efforts ont été entrepris pour poursuivre le travail du Conseil mondial de l'agriculture et institutionnaliser ce type de comptes rendus sur l'évolution de l'agriculture. En avril 2008, devant l'acuité de la crise alimentaire, tout le monde réclamait des mesures immédiates. Malheureusement, on accorde encore une grande importance à des méthodes non durables, telles que la fourniture d'engrais et l'aide alimentaire. Comme toujours, l'industrie préconise en priorité le recours au génie génétique pour prévenir de futures famines. Or, nous savons aujourd'hui que les crises resurgissent de manière cyclique si l'on n'agit pas selon les principes de la durabilité. C'est l'un des enseignements de la Révolution verte.

Vous plaidez pour une agriculture fondée sur les petites exploitations et qui utilise les ressources naturelles. Peut-on produire suffisamment de cette manière-là?

Il importe que les paysans puissent vivre de leur travail, c'est-à-dire qu'ils reçoivent un prix juste pour leurs produits. Les gens doivent donc s'habituer à payer les denrées de qualité un peu plus cher. Au Nord, nous pouvons nous le permettre aisément. Ce n'est pas le cas au Sud. Il serait pourtant erroné d'y maintenir les prix de la nourriture à un niveau bas, car les paysans resteraient pauvres. Pour que les consommateurs du Sud trouvent du travail et disposent ainsi de davantage d'argent, nous devons donc investir dans les pays en développement : construire des routes, des chemins de fer et des fabriques qui assurent la transformation des denrées

agricoles. Aujourd'hui, la majeure partie de la production est vendue et exportée sous forme de matière première. Au Kenya, les mangues pourrissent au pied des arbres, tandis que l'on importe du Pakistan le concentré servant de base au jus de mangue vendu dans les supermarchés de Nairobi. Le transport est trop bon marché pour qu'il vaille la peine de construire une usine de transformation au Kenya ou au Soudan. C'est là un autre problème :



Kurt Henseler/laif

me : le libre-échange n'encourage pas l'économie locale.

Devons-nous renoncer au commerce mondial?

Le commerce mondial ne fonctionne qu'avec du pétrole bon marché. C'est bien joli de manger des fraises en hiver, mais nul ne pourrait se les offrir si on calculait leur prix réel. De plus, les ressources ne suffiront pas si tout le monde se met à consommer comme nous le faisons. Pour aider les habitants du Sud à améliorer leurs conditions de vie, nous devons être conséquents et réduire nos exigences.

Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique?

Nous devons vivre autrement, manger moins de viande par exemple, voire plus du tout. On économiserait ainsi beaucoup de surfaces arables. De plus, il faudrait accroître la production locale, mais en faisant preuve de bon sens, car certains produits locaux absorbent davantage d'énergie que d'autres provenant d'un peu plus loin. Nous aurons peut-être aussi besoin d'un nouveau label qui indique le prix d'une calorie contenue dans un produit donné. Une chose est sûre : il est grand temps d'agir. Si nous poursuivons sur la même voie, cela peut durer encore dix ou quinze ans, mais ce sont nos enfants qui paieront la facture. ■

(De l'allemand)

Le Rapport sur l'agriculture mondiale

Plus de 400 experts internationaux ont participé à l'EISTAD, un processus visant à établir un état des lieux de l'agriculture mondiale. Ils avaient été mandatés par la Banque mondiale qui souhaitait disposer, comme pour le climat, d'une analyse exhaustive permettant de prévoir les évolutions possibles. Ainsi, les représentants de tous les secteurs concernés ont pris part à ces travaux : agriculteurs, consommateurs, écologistes, économie privée et institutions des Nations Unies. À sa sortie en avril 2008, le Rapport de synthèse de l'EISTAD, ou Rapport sur l'agriculture mondiale, a fait beaucoup de bruit : d'abord parce que les prix des céréales atteignaient alors des sommets sur les marchés internationaux et que la famine menaçait dans diverses régions du monde ; mais surtout parce que le rapport rejette l'agriculture industrielle et la technologie génétique, estimant qu'une agriculture fondée sur les petites exploitations est la meilleure garante d'une sécurité alimentaire durable.

L'alimentation au centre des priorités



La DDC s'est fixé de nouvelles priorités thématiques pour mieux axer ses activités sur des problèmes importants d'envergure mondiale. Face à la terrible dégradation de la situation alimentaire dans les pays en développement, elle a lancé en automne 2008 le programme global Sécurité alimentaire.

(gn) L'appui au développement rural et aux agriculteurs figure traditionnellement parmi les activités clés de la coopération suisse au développement. Ces dernières années, la DDC avait toutefois réduit son engagement dans ce domaine – sans toutefois y renoncer complètement – pour se tourner vers d'autres thèmes. Elle suivait en cela une tendance générale de l'aide au développement. Avec la crise alimentaire qui a éclaté en 2007, les priorités ont été redéfinies: il s'agit de mettre spécifiquement l'accent sur la sécurité alimentaire, qui est actuellement au centre des préoccupations mondiales.

«La crise alimentaire a créé une situation entièrement nouvelle, qui entrave la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement», explique Jürg Benz, responsable pour l'élaboration de la nouvelle stratégie de la DDC. Le renchérissement des denrées alimentaires met en danger la vie des pauvres. Prenons l'exemple d'une famille bangladaise qui dispose de cinq dollars par jour: avant la crise, elle consacrait environ trois dollars à la nourriture et 50 cents à l'énergie; il lui restait ainsi 1,50 dollar pour d'autres dépenses, tels les

livres scolaires, les vêtements, les médicaments, etc.; depuis que les prix de l'alimentation ont augmenté de 20 à 50 pour cent, ses cinq dollars ne suffisent plus. Sans compter que le coût de l'énergie a aussi pris l'ascenseur. Les enfants doivent donc contribuer au revenu familial et ne vont plus à l'école. Autre répercussion négative: on ne peut plus acheter des articles d'hygiène et la santé en pâtit. L'explosion des prix des denrées alimentaires risque ainsi d'engendrer des revers aux effets désastreux et durables pour les plus défavorisés.

Engagement à long terme

Dans un premier temps, la Suisse a pris diverses mesures d'urgence, afin de fournir de quoi manger aux populations dans le besoin, en particulier aux femmes enceintes, aux mères allaitantes et aux jeunes enfants. Puis la DDC a décidé d'accorder plus d'importance à la sécurité alimentaire, en lui consacrant un de ses trois programmes globaux (à côté du changement climatique et des migrations). Dès lors, elle dispose de 20 millions de francs supplémentaires pour mener des projets alimentaires dans de nouvelles régions.



Christian Heeb/afp

Ce programme global se fonde sur les activités menées jusqu'ici au titre de la coopération bilatérale et multilatérale ainsi que de l'aide humanitaire. Il entend créer et exploiter des synergies. La DDC met l'accent sur les mesures structurelles à long terme, tel l'appui aux pays en développement en matière de politique agricole et alimentaire, en vue de stimuler la production locale et le commerce régional.

L'expérience a montré qu'il ne suffit pas de soutenir uniquement l'agriculture, mais que des filières complètes doivent être mises sur pied. Aux yeux de Jürg Benz, c'est là le seul moyen d'améliorer durablement la situation des producteurs et de dynamiser le développement rural. « Nous voulons traiter le thème de la sécurité alimentaire de manière cohérente à tous les niveaux. Ce sont donc plutôt des projets à long terme. Nous prévoyons des programmes de développement qui portent sur cinq ans au moins. » Au niveau gouvernemental, la Suisse plaide en faveur d'une agriculture durable et fondée sur la paysannerie, ainsi que d'une politique commerciale et agricole axée sur les besoins des plus démunis.

Explorer de nouvelles voies

La DDC testera également de nouvelles formes de coopération : elle entend par exemple transposer dans des pays comme le Malawi, l'Éthiopie et le Kenya un projet d'appui aux petits paysans et au développement rural, qui a fait ses preuves en Amérique latine (voir texte en marge). Par le biais

d'un projet de coopération dit trilatéral, la Suisse soutient en outre un transfert de savoir entre deux pays du Sud : pour combattre la crise alimentaire, Haïti pourra tirer profit des expériences faites dans ce domaine par le Brésil, qui réalise un programme national visant à éradiquer la faim.

Dans le cadre de son programme global, la DDC entend aussi intervenir davantage en Suisse afin d'exercer une influence sur la politique intérieure. Elle souhaite notamment expliquer les répercussions de la politique agricole suisse sur le commerce et l'économie des pays en développement et inclure ce thème dans le débat politique. De même, la production d'agrocarburants et la politique commerciale suisse ont souvent des effets très concrets sur les habitants du Sud. Il importe par conséquent que les connaissances spécifiques de la DDC soient mieux exploitées dans les processus de décision.

« Durant l'été 2008, trente questions ont été déposées au Parlement sur le thème de la sécurité alimentaire. La DDC se doit de faire valoir sa vision des choses dans les réponses », affirme Jürg Benz. Le grand défi de l'avenir consistera à concevoir la production de nourriture et les relations commerciales internationales de telle sorte que le droit à l'alimentation devienne une réalité durable pour tous. ■

(De l'allemand)

Transfert de savoir Sud-Sud

Dans les années 80, la DDC a lancé en Amérique latine le programme Postcosecha (après la récolte), dont le succès repose sur un silo à usage domestique en tôle zinguée. Les petits paysans peuvent y entreposer leur récolte en toute sécurité et choisir ainsi le moment où ils vendront leurs surplus sur le marché. Les silos ont permis de réduire de 10 à 15% les pertes dues au stockage, soit l'équivalent de quelque 50 000 tonnes de produits agricoles. Cette réussite devrait désormais profiter aussi aux pays qui constituent la « ceinture de maïs de l'Afrique », où les mauvaises conditions d'entreposage anéantissent près d'un tiers des récoltes. La DDC soutient un projet pilote pour le transfert de savoir d'Amérique latine vers l'Afrique. Le but est de fabriquer des silos sur place à grande échelle. Ce projet, coordonné par le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (Cimmyt), vise à augmenter les chances des petits paysans de commercialiser leur production, à améliorer la sécurité alimentaire et à promouvoir l'artisanat local.



Laurent Cocchi (2)



Imbrogllo linguistique sur la Baltique

La Lettonie a été longtemps considérée comme la plus performante des ex-républiques soviétiques sur le plan économique. La crise financière mondiale a toutefois donné un sérieux coup de frein à sa croissance et aux investissements étrangers. En outre, ses problèmes ne sont pas seulement de nature économique : l'intégration de la minorité russe est une source permanente de tensions dans cette nation pluriethnique. De Gesa Wicke*.

Une population en baisse

Le marché de l'emploi letton traverse une phase difficile de transformation. Après l'indépendance, le taux de chômage élevé et les bas salaires ont incité d'innombrables habitants à quitter leur pays pour aller travailler à l'étranger – principalement en Irlande et en Grande-Bretagne. Ce phénomène a des répercussions démographiques évidentes : la population lettone a diminué de 10% depuis 1991. Une étude réalisée sur mandat du gouvernement évalue à 150 000 le nombre de Lettons qui vivent à l'étranger. L'économie indigène manque de main-d'œuvre dans tous les domaines, ce qui l'oblige à recruter toujours plus de travailleurs dans des pays où les salaires sont encore plus bas, comme la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Leur présence contribue à dégrader davantage des relations déjà tendues entre lettophones et russo-phones.

Lugubre et menaçant, comme une tache sombre posée sur l'âme lettone, un énorme bloc de béton noir se détache sur la jolie place du marché de Riga, au cœur de la vieille ville. On dirait que l'édifice imposant du Latvijas Okupācijas Muzejs (Musée national de l'occupation) veut exhorter les passants pressés à faire une pause pour se souvenir des terribles représailles autrefois subies par le peuple letton.

L'exposition qu'abrite cet immense bâtiment raconte de manière impressionnante l'histoire longue et mouvementée de la domination étrangère en Lettonie. C'est en 1918 seulement que ce petit État balte est devenu indépendant de la Russie. Mais il n'a profité de sa liberté que durant 22 ans, avant d'être occupé par l'Armée rouge. Un an plus tard, il a été envahi par les Allemands. Finalement, les Russes sont revenus pour libérer le peuple letton de l'enfer national-socialiste. Ils sont alors restés dans le pays durant 45 ans, jusqu'à la déclaration

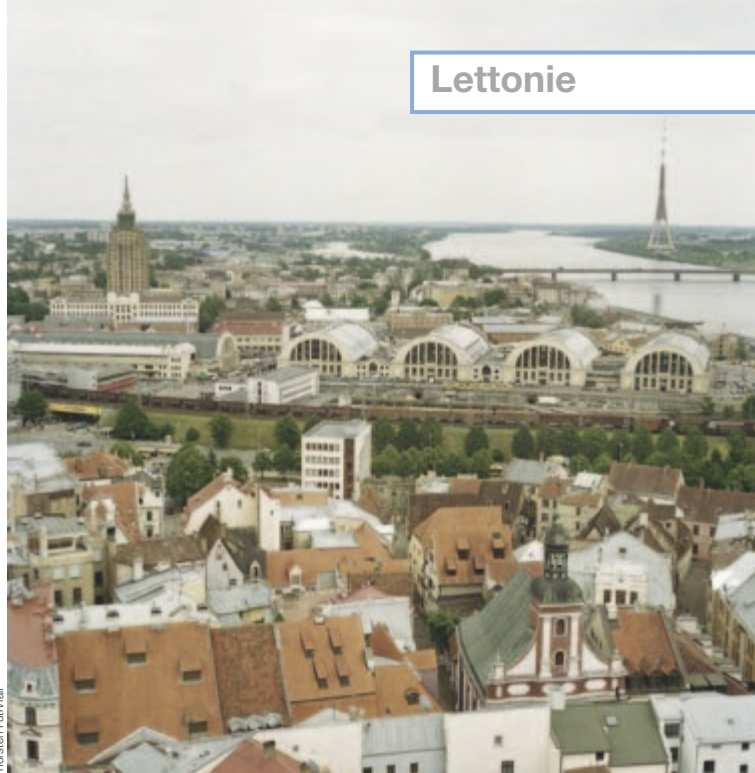
d'indépendance, prononcée durant l'été 1991. Ces quelques chiffres et dates recouvrent à eux seuls des souffrances incommensurables. Les lettres et les photos affichées sur les panneaux de l'exposition racontent déportations, goulags et exodes, invasions militaires et censure, familles déchirées, enfants condamnés à grandir sans parents.

Des « non-citoyens » dans leur propre pays

Anna Ivanovitch ne s'intéresse guère à ces malheureux destins. Elle roule à côté du musée sans le gratifier d'un regard ce mercredi matin, sur son chemin vers l'office des naturalisations. « Les Lettons sont redevables de tant de choses à la Russie. Et maintenant, c'est ainsi qu'ils nous récompensent ? Nous sommes véritablement mis sous tutelle ! » Anna Ivanovitch fait partie de la minorité russe du pays, laquelle représente au total un tiers de la population lettone. Cette proportion atteint



Gerhard Westrich/af



Thorsten Fuhr/af

même 50 pour cent à Riga, la capitale. La plupart des Russes sont arrivés après la Seconde Guerre mondiale, lorsque de grands projets industriels se sont implantés sur les bords de la Baltique. Après l'effondrement de l'Union soviétique, beaucoup d'entre eux n'ont pas obtenu la nationalité lettonne et sont devenus des «non-citoyens». En raison de ce statut spécial, ils sont privés de droits civiques et n'ont aucune véritable perspective d'avenir.

Sous la pression internationale, le gouvernement letton a entre-temps introduit une procédure de naturalisation afin de résoudre ce problème. Les candidats à la citoyenneté doivent passer un test comprenant quelques questions à choix multiple sur l'histoire et la Constitution lettones, la récitation des paroles de l'hymne national ainsi qu'un petit examen de leurs connaissances linguistiques et grammaticales. «C'est tout simple», souligne avec un gentil sourire la dame à boucles rousses de l'office des naturalisations, en distribuant les questionnaires. Mais au fond, ce n'est pas aussi simple que cela en a l'air: les Russes d'un certain âge refusent souvent avec indignation de subir ce test qu'ils considèrent comme une offense, une farce ou, selon l'expression d'Anna, «une mise sous tutelle».

Mais la gracieuse trentenaire a tout de même décidé de se présenter. Au cours des dernières semaines, elle a étudié à fond le petit fascicule et compte, aujourd'hui, réussir l'épreuve haut la main. «J'ai des ambitions professionnelles et je voudrais parcourir le monde», explique-t-elle avec une énergie teintée de pragmatisme. «Ce serait impossible sans cette maudite naturalisation!»

Campagne pour la sauvegarde du letton

Alors que M^{me} Ivanovitch revient peu après triomphante, son papier à la main, et prend congé précipitamment – car un événement aussi heureux mérite d'être arrosé –, Antons Kurstis a des soucis d'un tout autre ordre. Chef de l'instance nationale de contrôle linguistique, ce barbu grisonnant est débordé de travail, tout comme ses collaborateurs. Le gouvernement les a chargés de parcourir jour après jour les rues de Riga avec une mission sans ambiguïté: «Renforcer l'identité et la langue lettones!»

Depuis quelque temps, on croit que ces valeurs sont de plus en plus menacées, en dépit du test de naturalisation. C'est pourquoi le Parlement letton a donné un nouveau tour de vis à la politique linguistique. Une norme en vigueur depuis 2004



Laurent Cocchi



Martin Roemers/af



Le Figaro Magazine/af



Nick Hannes/Reporters/af



Martin Roemers/af

Le fossé se creuse

Nombre de jeunes entrepreneurs pleins d'idées se sont enrichis en quelques années et l'économie a connu un essor régulier grâce à la politique extrêmement libérale qu'ont appliquée les gouvernements lettons depuis l'indépendance en 1991. Les investisseurs étrangers ont, eux aussi, découvert depuis longtemps les avantages de la politique économique lettone : ils ont tiré profit des bas salaires, des compétences de professionnels bien formés et d'une fiscalité des entreprises très modeste par rapport à la moyenne européenne. Mais cette évolution ne fait pas que des heureux : plus des trois quarts des retraités ne disposent pas du minimum vital. La rente de vieillesse s'élève en moyenne à environ 180 francs par mois. À défaut d'un soutien familial, la seule solution est de trouver un salaire d'appoint. Une grande partie de la population lettone, surtout dans les zones rurales, est encore bien loin du niveau de vie qui prévaut en Europe occidentale.

prescrit déjà que dans les écoles secondaires russes, au moins 60 pour cent de l'enseignement doit être donné en letton ; de surcroît, toutes les écoles russes sont obligées de se convertir en établissements bilingues. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme avaient alors protesté contre cette réforme de l'enseignement ; du côté du gouvernement, on trouvait apparemment que les mesures prises n'étaient pas encore suffisantes.

C'est pourquoi Antons Kurstis et son équipe sillonnent les rues de la capitale et s'engagent à fond pour la sauvegarde du letton. Articles de presse, affiches, panneaux indicateurs – tout doit être écrit dans la langue officielle. Dans les magasins, on fait de petits sondages sur les connaissances linguistiques du personnel de vente. Et si les enquêteurs découvrent ici ou là un caractère cyrillique de trop, le coupable se voit infliger une amende de plusieurs centaines d'euros !

« Nous enregistrons depuis quelques mois une augmentation régulière des plaintes de Lettons qui se sentent discriminés dans leur propre pays, car on a purement et simplement refusé de communiquer avec eux en letton », explique Antons Kurstis d'un air grave. « Nous avons donc le devoir de protéger la langue officielle du pays, à savoir le letton, et d'agir contre l'usage illégal du russe. »

Une intégration difficile

Dix-sept ans après l'indépendance, le russe est tout le contraire d'un dialecte menacé de disparition en Lettonie. Il faut se souvenir qu'il était la langue officielle à l'époque soviétique. L'ancienne génération le parle toujours couramment, du fait que c'était une branche obligatoire dans toutes les écoles. Même si la situation a bien changé depuis lors, beaucoup d'employeurs du secteur privé continuent d'exiger de leurs salariés qu'ils maîtrisent parfaitement le russe, « notamment parce que leur clientèle compte souvent beaucoup de Russes », explique M. Kurstis.

« C'est une honte », estime la vendeuse lettone d'une petite papeterie située à proximité de la gare centrale. « Quand les Russes vont-ils enfin com-

prendre qu'ils doivent s'adapter, se soumettre aux lois de ce pays ? », dit-elle en frappant le comptoir en bois d'un poing énergique.

Des réactions comme celle-ci montrent combien ce sujet reste une source de tensions. Pourtant, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), chargée après l'indépendance de se pencher sur l'intégration et les droits de la minorité russe, a mis un terme à ses travaux en 2001 déjà et déclaré le problème officiellement résolu du point de vue de la communauté internationale.

Jadis adulés, aujourd'hui vilipendés

Les fronts se sont durcis entre les communautés russe et lettone. D'un côté comme de l'autre, les ressentiments et les préjugés dominent les esprits. Les deux camps sont encore loin d'avoir entièrement exorcisé un passé douloureux – et surtout, ils n'ont pas entrepris de le faire ensemble. En particulier pour les Russes d'un certain âge, il est souvent difficile de comprendre et d'accepter vraiment que la situation politique ait changé à ce point.

L'association des anciens combattants soviétiques, l'une des plus grandes organisations de vétérans de Lettonie, en est un exemple frappant. Ils sont encore plus de 15 000 dans le pays. Beaucoup d'entre eux se réunissent régulièrement pour effectuer des rituels surannés et – bien que cela soit formellement interdit – pour célébrer les fêtes datant de l'ère soviétique. Ils se remémorent une époque où l'Armée rouge faisait encore figure de « libératrice » et pas encore d'« occupante », où ses soldats étaient fêtés comme de véritables héros, alors qu'aujourd'hui on les insulte et on leur crache dessus dans la rue. Ce passé, révolu depuis si longtemps, est pourtant douloureusement présent dans la Lettonie d'aujourd'hui. ■

* Gesa Wicke est journaliste indépendante à Brême et se rend régulièrement dans les républiques baltes

(De l'allemand)

La Lettonie et la Suisse

Des déchets spéciaux aux transports scolaires

(bf) La Lettonie est l'un des dix pays qui ont adhéré en 2004 à l'Union européenne. Elle figure donc parmi les bénéficiaires de la contribution suisse à l'élargissement de l'UE, dont la mise en œuvre a été confiée conjointement à la DDC et au Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Dans le cadre de cette contribution destinée à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE élargie, les projets réalisés en Lettonie se chiffrent à 59 millions de francs jusqu'en 2012. Environ les trois quarts de cette somme iront à des activités conduites par la DDC et un quart est du ressort du SECO. La concrétisation des projets est plus avancée en Lettonie que dans les autres pays bénéficiaires: pratiquement toutes les initiatives dans ce sens ont été déposées par des instances gouvernementales et ont déjà fait l'objet de discussions entre la Suisse et le ministère letton des affaires étrangères. Leur mise en œuvre est accompagnée à Riga par le bureau de la contribution suisse à l'élargissement, lequel est en contact étroit avec le service national de coordination au ministère letton des finances. Ces projets relèvent essentiellement de quatre grandes thématiques:

Sécurité, stabilité et soutien aux réformes

Dans le cadre du développement régional, il est prévu d'améliorer les transports scolaires dans les zones isolées. La Suisse s'occupe de financer les analyses préalables et l'acquisition de bus pour les écoles. Le but est d'offrir aux enfants de régions reculées un moyen de transport sûr jusqu'à l'école et de faciliter ainsi leur scolarisation.

Par ailleurs, la Suisse contribue à intensifier les actions en faveur de la jeunesse. Elle soutient des initiatives dans ce sens (programmes d'échanges,

cours de formation, activités de loisirs, etc.) et la formation de travailleurs sociaux spécialisés. Dans le domaine de la justice, elle appuie un projet visant à améliorer la qualité et l'efficacité des tribunaux, et à rendre les autorités judiciaires plus accessibles aux citoyens.

Environnement et infrastructures

Il est prévu d'assainir des décharges pour déchets spéciaux et de décontaminer des zones polluées, afin d'améliorer les conditions de vie locales et de promouvoir une croissance économique durable. Parallèlement, il convient de mettre sur pied et de développer un système de gestion des déchets spéciaux.

Promotion du secteur privé

Pour assurer une meilleure régulation du secteur financier, on soutient des mesures touchant à la présentation des comptes et à la révision comptable des entreprises. Cela contribue à la mise en œuvre complète du droit communautaire de l'Union européenne.

Développement humain et social

Les fonds mis à disposition par la Suisse permettront de renforcer le potentiel scientifique, de faciliter l'accès aux programmes de formation et de recherche, d'accorder des bourses d'études et de financer des programmes d'échanges.

On soutiendra en outre des initiatives de la société civile dans les domaines social et environnemental. ■



André Maslennikov/Still Pictures

Mon petit pays des merveilles



Zane Berlaua est titulaire de deux licences universitaires, l'une en gestion touristique et l'autre en administration publique. Cette Lettone de 28 ans vit à Riga. Elle travaille comme assistante de direction dans l'entreprise qui édite le quotidien *Dienas Bizness*. Durant ses loisirs, elle fait du sport, assiste à des manifestations culturelles et cherche un emploi à l'étranger.

Je suis née dans une bourgade lettone de l'ère soviétique, au sein d'une famille nombreuse – ce qui était très inhabituel à l'époque. Un jour, un représentant du Soviet municipal est même venu chez nous pour accrocher sur la poitrine de maman la médaille de «Mère héroïque». L'enthousiasme de nos voisins était plus mitigé, mais la situation avait ses avantages : alors que les autres enfants devaient faire la queue pendant des heures avec les coupons de rationnement pour obtenir saucisse, sucre ou beurre, nous pouvions au moins nous relayer entre frères et sœurs.

Après la «Révolution chantante», qui a commencé vers 1988, les premières cargaisons d'aide humanitaire sont arrivées au début des années 90, offrant à nos yeux ébahis une profusion de couleurs et d'objets nouveaux – du jaune, du vert, du bleu, tous lumineux ; et les dents des premiers étrangers que j'ai aperçus étaient effectivement blanches. En même temps, j'ai appris que Lénine n'était pas vraiment mon grand-père et que la télévision savait aussi parler letton. Depuis ce moment-là, j'ai eu l'impression – à l'instar de la majorité des Lettons – que tout ce qui venait de l'Occident était bon et que c'est à Riga, la capitale, que l'on vit le mieux.

Cela fait maintenant une dizaine d'années que j'habite Riga, comme la moitié des Lettons. Le régime soviétique était synonyme de pensée unique, de mise au pas artistique, culturelle, sociale, politique. Depuis l'ouverture des frontières, l'uniformité consiste à adopter telles quelles les «cultures»

d'autres pays et à affirmer que «la Lettonie peut». Je fais référence ici à un projet lancé par mon employeur, le plus grand journal économique du pays. L'idée était la suivante : présenter aux lecteurs des Lettons qui se sont bâti une belle situation quelque part dans le vaste monde ou après leur retour d'exil – par opposition aux ouvriers qui récoltent des champignons en Irlande ou en Angleterre, ou à ceux qui travaillent à la chaîne. À vrai dire, on découvrirait surtout dans cette série les portraits de personnes qui avaient eu la chance d'étudier dans une université étrangère ou de trouver un travail à l'étranger.

Bien que je sois titulaire de deux diplômes universitaires lettons, je ne trouve pas même un poste de secrétaire dans la branche qui m'intéresse. Mon pays continue d'apprécier et d'adopter tout ce qui vient d'au-delà de ses frontières. Je partage ainsi mon appartement de deux pièces avec un couple d'homosexuels, communique avec mes amis essentiellement par l'intermédiaire de Skype et ne m'étonne plus d'entendre s'exprimer en letton l'enfant à la peau noire ou jaune qui est assis en face de moi dans le bus.

Et pourtant, il règne encore ici une magie singulière, venue des temps anciens. Ce pays compte si peu de Lettons qu'il est impossible de se promener dans les rues, d'aller au cinéma ou de sillonner la campagne sans rencontrer un parent ou une vieille connaissance. Dix-huit ans ont passé depuis l'indépendance, mais nous sommes toujours une nation où chacun cultive son jardinet, où l'on fait pousser de la ciboulette et de l'aneth sur le rebord des fenêtres, où nous mettons en conserve pour l'hiver les champignons et les petits fruits récoltés en forêt durant l'automne. Bien que je n'aie encore jamais vu de vache bleue, alors que c'est le principal symbole de la Lettonie, je suis fière de ce pays. Et ce n'est pas grave si deux touristes m'ont abordée hier dans la vieille ville de Riga pour me demander : «Pouvez-vous nous expliquer comment on se rend à Riga?»

Un jour ou l'autre, tout le monde saura qui et où nous sommes. Car quand nous faisons beaucoup d'efforts, cela ne marche pas, mais quand nous ne faisons aucun effort, nous y arrivons. C'est ainsi que vont les choses en Lettonie, mon petit pays des merveilles. ■

(Du letton)



Martin Roemans/ait



Une promesse faite au bon moment

Durant le Sommet du Millénaire de l'ONU, en 2000, la Suisse s'était engagée à accroître son aide aux plus démunis. Depuis lors, les dépenses consacrées à la coopération au développement ont certes augmenté en chiffres absolus. Exprimées en pourcentage du revenu national brut (RNB), elles ont toutefois stagné. Maintenant, les choses vont changer. Le Parlement a décidé en décembre dernier de faire passer l'aide publique au développement de 0,37 à 0,5 pour cent du RNB d'ici 2015. Il a chargé le Conseil fédéral de lui soumettre un message complémentaire dans ce but. C'est là une décision courageuse et positive à plus d'un titre.

De plus, elle tombe à un moment crucial. L'augmentation a en effet été votée après l'éclatement de la crise financière qui ébranle toute l'économie mondiale et fait chanceler jusqu'aux économies nationales les plus solides. À travers toute la planète, les États puisent dans leurs caisses pour soutenir les banques et les secteurs industriels stratégiques. Des trous substantiels se creusent ainsi dans les finances nationales.

L'aide au développement risque-t-elle d'être comprimée? C'est à craindre. Si tel est le cas, la crise frappera principalement les pays qui en sont le moins responsables et qui n'ont guère les moyens d'atténuer ses répercussions néfastes par des mesures économiques et sociales. On pourrait dès lors assister à une multiplication des conflits et des troubles sociaux.

C'est ce qu'il faut éviter. En choisissant de relever

progressivement l'aide au développement, le Parlement montre qu'il entend freiner cette tendance négative. Il souligne que la solidarité avec les pays pauvres doit rester à l'ordre du jour même lorsque les prévisions budgétaires s'assombrissent – ou précisément à ce moment-là. Comme l'illustre également cette décision, beaucoup ont compris que la résolution de crises mondiales passe par une intensification de la coopération internationale et une amélioration de sa coordination. Il faut que les pays du Sud et de l'Est participent davantage à cette tâche commune. La coopération au développement y contribue, dans la mesure où elle renforce les institutions des pays partenaires et améliore leurs moyens d'assumer leur rôle dans le concert international.

Le vote du Parlement témoigne aussi de sa confiance envers la DDC. Il salue la réorganisation en profondeur de la centrale et la meilleure intégration de la coopération au développement dans le cadre général de la politique étrangère suisse. De plus, il jette les bases d'une utilisation efficace et efficiente des ressources supplémentaires. ■

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)



Urula Messier/af

Retour sur un passé douloureux

Le Burundi sort d'une longue guerre civile, qui a été un nouveau chapitre sombre de son histoire jalonnée de massacres et de génocides. La Suisse intervient à différents niveaux pour l'aider à surmonter les traumatismes du passé. Ainsi, elle offre sa médiation, encourage la mise en place d'une justice transitionnelle et porte secours aux femmes victimes de viols.

Une lente consolidation de la paix

En 2000, des accords de paix ont été conclus entre le gouvernement du Burundi et 18 partis, mais sans les rebelles armés. C'est en 2003 seulement que le mouvement de rébellion CNDD-FDD a déposé les armes, pour se transformer en parti politique. Ses combattants ont été intégrés dans l'administration et dans l'armée. En 2005, ce parti a remporté les élections législatives et son leader Pierre Nkurunziza a accédé à la présidence. Mais ces élections n'ont pas mis fin au conflit, car un dernier groupe rebelle, le Palipehutu-FNL, restait actif. Celui-ci a signé un cessez-le-feu en 2006, avant de reprendre le maquis. Il est revenu à la table des négociations au printemps 2008.

(jls) Depuis l'indépendance en 1962, des tueries se sont produites à intervalles réguliers entre les deux ethnies principales : les Hutus, majoritaires mais victimes de discriminations, et les Tutsis, minoritaires, qui ont contrôlé pendant quatre décennies tous les rouages de l'État.

Les massacres de 1993 ont plongé le pays dans une guerre civile qui a fait environ 300 000 morts en douze ans. Depuis les élections législatives de 2005, qui avaient été remportées par un ancien mouvement de rébellion hutu, les tensions ont diminué. Cependant, les Burundais sont encore loin de la réconciliation. Pour établir une paix durable, le pays doit relire son passé douloureux et mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les responsables de ces violences.

Retards dans la mise en œuvre

Les accords de paix conclus en 2000 prévoyaient d'instaurer, sous l'égide de l'ONU, deux organes de justice transitionnelle : une Commission vérité et réconciliation (CVR), chargée de faire la lumière sur tous les massacres perpétrés depuis l'indépendance, et un Tribunal spécial qui jugera les coupables. Ce double mécanisme n'a pas encore vu le jour. De profondes divergences subsistent sur ses compétences. Le gouvernement burundais souhaiterait, par exemple, que toute personne confessant ses exactions échappe aux poursuites pénales ; pour l'ONU, en revanche, il est exclu d'amnistier les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Les deux parties se sont toutefois entendues sur un point : l'organisation de consulta-



tions populaires nationales, afin de recueillir l'avis des Burundais sur la justice transitionnelle.

Médiation et sensibilisation

La Suisse agit au niveau politique pour accélérer l'instauration du double mécanisme. Au sein du bureau de coopération (Buco) de la Suisse à Bujumbura, Marc George est conseiller pour les questions de consolidation de la paix. Dans ses contacts avec les autorités et les partis, ce collaborateur de la Division politique IV du DFAE met l'accent sur la nécessité du traitement du passé. «Les choses progressent lentement. Certains dirigeants actuels n'ont guère intérêt à lancer un processus qui pourrait établir leur responsabilité dans ces événements», remarque-t-il. «Mais cela ne nous empêche pas de préparer le terrain, afin que la justice transitionnelle, le jour venu, se déploie dans de bonnes conditions.» Plusieurs initiatives ont pour objectif de restaurer la paix et de renforcer l'État de droit. Ainsi, grâce à la médiation suisse, plusieurs rencontres ont eu lieu entre des politiciens burundais et des groupes rebelles. Le DFAE offre également son appui aux autorités pour la rédaction de rapports relatifs aux conventions internationales sur les droits de l'homme. Parallèlement, il importe de rétablir la sécurité dans ce pays où environ 100 000 ménages possèdent des fusils ou des grenades. C'est pourquoi la Suisse appuie un projet de désarmement volontaire de la population civile et de destruction d'armes légères.

Briser les tabous

D'autres actions visent à améliorer l'information du public et à encourager le dialogue au sujet des événements passés. «Certains massacres ont été médiatisés, mais d'autres sont restés dans l'ombre. Les Burundais n'osent pas en parler, car il peut être dangereux de formuler une accusation. Lorsque la

CVR aura exposé publiquement ces abus, les familles n'auront plus à cacher leur souffrance», explique Marc George. La Suisse soutient une pièce de théâtre, jouée à travers tout le pays, qui suscite parmi les spectateurs un débat sur les violences. Par ailleurs, elle finance la diffusion d'émissions radio-phoniques consacrées à la réconciliation et à la justice transitionnelle, de même que la couverture médiatique des consultations populaires.

Les viols, pendant et après la guerre

Perpétré à large échelle par les soldats des différentes factions, le viol profite également d'une impunité quasi totale. Par peur des représailles, très peu de femmes se risquent à porter plainte. La DDC leur accorde un appui juridique dans le cadre d'un programme mené depuis 2002 au Burundi et au Congo, qui comporte également des soins médicaux et une prise en charge psychosociale. «Les victimes ont en priorité besoin d'un traitement médical, voire d'une intervention chirurgicale pour celles qui ont subi de graves lésions. Leur deuxième problème est d'ordre économique. En effet, nombre d'entre elles sont rejetées par leur famille, donc sans ressources», souligne Ursula Keller, de l'organisation féministe suisse cfd, qui a soutenu le Buco dans l'accompagnement de ce programme. À ses yeux, il faut maintenant mettre l'accent sur l'ensemble des violences et des injustices faites aux femmes. «Si les viols ont pris une telle ampleur pendant la guerre, c'est parce que les femmes ont un statut inférieur dans la société. D'ailleurs, ils perdurent malgré le cessez-le-feu. Aujourd'hui, les agresseurs sont des civils, le plus souvent des membres de la famille ou des proches.» ■

Non à la violence!

Au Burundi et au Congo, des campagnes de sensibilisation sont consacrées à la problématique du viol. Depuis 2007, elles peuvent s'appuyer sur une bande dessinée, produite par la DDC en français, kirundi et swahili. Son titre: *Non à la violence! Le viol n'est pas une honte, c'est un crime.* On y découvre l'histoire de Générose, une villageoise violée par un inconnu alors qu'elle défriche son champ. Répudiée par son mari, elle se réfugie chez une voisine qui l'accompagne à l'hôpital et lui conseille de porter plainte. La BD fournit toutes les informations utiles aux femmes victimes de viols: la nécessité de prendre dans un délai de 72 heures des médicaments pour prévenir une grossesse et des maladies sexuellement transmissibles, les possibilités d'obtenir un soutien psychosocial, les bases légales, les démarches judiciaires, etc.

D'un projet de microcrédit à une banque commerciale

L'Albanie compte plus de cent Caisses d'épargne et de crédit, qui desservent près de 800 villages ruraux. Ce réseau de coopératives s'est construit progressivement depuis 1992 avec l'appui de la DDC. Aujourd'hui autogéré et autofinancé, il envisage de se transformer en banque commerciale afin d'offrir à ses clients de nouvelles prestations.



Paul Henin/af

L'Union ASC en chiffres

Le réseau de Caisses d'épargne et de crédit s'élargit d'année en année. Il est déjà présent dans treize des 36 districts albanais, où ses 103 coopératives desservent 778 villages. Il compte près de 23 400 membres. Son portefeuille de prêts atteint l'équivalent de 43 millions de francs suisses. Le montant moyen des crédits accordés s'élève à 4 300 francs et les taux de remboursement frisent les 100 pour cent. Quant à l'épargne, introduite en 2001, elle s'est développée timidement dans un premier temps. Une fois qu'ils ont eu confiance dans le système, les villageois ont été toujours plus nombreux à confier leurs économies aux caisses. En 2007, les fonds d'épargne ont bondi de 73%. Au deuxième trimestre 2008, ils dépassaient 12 millions de francs.

(jls) Dans les zones rurales, où elles sont implantées, les Caisses d'épargne et de crédit constituent le seul accès à des services financiers. Elles sont conçues sur le modèle des caisses Raiffeisen, avec des clients-sociétaires et une organisation faîtière, l'Union albanaise d'épargne et de crédit (Union ASC), qui défend les intérêts de l'ensemble des coopératives.

Ce réseau s'est développé à partir d'un projet de microcrédit lancé par la Banque mondiale à la chute du communisme: des «fonds de crédit villageois» prêtaient de l'argent aux paysans et aux petits entrepreneurs désireux d'investir dans des activités productives. La DDC a fourni un appui technique et stratégique au projet. À la fin des années 90, elle a soutenu la transformation de cette structure temporaire en un système financier durable, géré par les villageois.

«Le projet a aidé les petites entités initiales à se regrouper pour constituer des coopératives, puis à s'autofinancer en mobilisant l'épargne», se souvient Ruth Egger, chargée alors d'accompagner le développement du réseau. Depuis 2005, l'Union ASC ne dépend plus de l'apport financier des donateurs. Et en 2007, elle se classait parmi les quinze insti-

tutions de microfinance les plus performantes du monde.

Bientôt une «vraie» banque

En tant qu'institution financière non bancaire, l'union doit toutefois se limiter à certaines activités. C'est pourquoi elle prévoit de se transformer en banque commerciale. «Cela nous permettra d'élargir notre gamme de services, afin de satisfaire les besoins d'une clientèle plus exigeante qu'aujourd'hui», explique sa directrice Zana Konini. Parmi ces nouvelles prestations figure le transfert international d'argent: le réseau pourra ainsi acheminer jusque dans les villages les fonds envoyés à leur famille par les émigrants albanais. La mutation prévue exigera d'introduire des technologies plus modernes, de renforcer les capacités de gestion et d'améliorer l'infrastructure. Plusieurs bailleurs de fonds ont promis à l'union une aide financière ou technique pour cette nouvelle phase de son développement. ■

Le Parlement augmente l'aide au développement

(jtm) La Suisse s'engagera davantage en faveur des plus démunis. C'est ce qu'ont décidé les Chambres fédérales en décembre 2008, en éliminant les divergences qui les séparaient au sujet des deux messages concernant la coopération technique et l'aide financière en faveur des pays en développement (DDC) et le financement des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement (SECO). Elles ont chargé le Conseil fédéral de leur soumettre un nouveau message qui montrera comment les ressources supplémentaires seront utilisées afin d'atteindre l'objectif fixé: l'aide publique au développement devra augmenter progressivement pour atteindre

0,5% du revenu national brut (RNB) d'ici 2015. Le Parlement a ainsi pris une décision politique de principe qui va au-delà du projet initial du Conseil fédéral. Celui-ci proposait de relever l'aide de 0,37% actuellement à 4%. Les Chambres fédérales ont par ailleurs décidé que la part du crédit-cadre consacrée à l'aide multilatérale ne devra pas dépasser 40%. L'accroissement de l'APD reflète la confiance qu'inspirent la DDC et les réformes entreprises. Par sa décision, le Parlement prouve aussi sa solidarité et sa responsabilité internationale en une période troublée. Les pays en développement n'ont en effet pas à faire les frais de la crise financière. Les partisans d'une hausse ont fait valoir qu'il était important de soutenir ces pays précisément maintenant.

Une plus grande marge de manœuvre sur le terrain

(jtm) Après avoir réorganisé sa centrale à Berne l'année dernière, la DDC s'attachera en 2009 à redéfinir les rapports entre celle-ci et les bureaux de coopération (Buco) dans les pays partenaires. La réforme vise à décentraliser de manière accrue les procédures de décision. Des études ont en effet montré qu'il est possible d'augmenter l'efficacité et l'impact des activités de la DDC sur place en déléguant davantage de responsabilités aux Buco. La DDC avait déjà procédé à une première décentralisation en 1995, mais toutes les décisions stratégiques restaient du ressort de la centrale. Le processus de décentralisation va maintenant se renforcer. Il faut que la compétence décisionnelle se rapproche le plus possible du

«terrain», c'est-à-dire de l'endroit où les programmes sont mis en œuvre. Un groupe de travail réunissant des collaborateurs de la centrale et des Buco a envisagé plusieurs possibilités dans ce sens. L'idée de base retenue est la suivante: la centrale élabore un programme global consacré à un thème prioritaire et le dote d'un cadre budgétaire. À partir de là, chaque Buco se charge de sélectionner les divers projets et de poursuivre le développement du programme thématique. On prévoit en outre de mettre au point de nouvelles formes de coopération. Celles-ci sont destinées à renforcer la présence et la portée de la coopération suisse avec les pays du Sud et de l'Est, ainsi que l'aide humanitaire. La direction de la DDC prendra des décisions de fond à ce sujet à la fin du printemps.

Au fait, qu'est-ce que l'approche des moyens d'existence durables ?

(bf) L'approche des moyens d'existence durables (Amed), ou en anglais *sustainable livelihoods approach*, a fait son apparition dans la coopération au développement à la fin des années 90. Elle visait surtout à empêcher que l'on applique dans la lutte contre la pauvreté une démarche trop sectorielle (santé, agriculture...). Il s'agissait pour l'essentiel de placer les gens au cœur du développement et d'augmenter ainsi l'efficacité de l'aide.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que la pauvreté est multidimensionnelle – on ne peut pas la réduire au revenu, c'est-à-dire au fait de vivre avec moins d'un dollar par jour. On admet également qu'il convient, pour la combattre, de renforcer les capacités et les efforts des pauvres eux-mêmes, afin qu'ils trouvent un moyen d'en sortir. Dans ce sens, l'Amed offre un cadre analytique qui met l'accent sur l'être humain, ses idées, ses décisions ainsi que ses stratégies de vie et de survie. On cherche à comprendre comment les gens prennent leurs décisions et sur la base de quels critères (règles de comportement, rapports de pouvoir, revenu, présence ou non d'infrastructures, etc.). Il apparaît alors clairement que la pauvreté n'a pas la même signification par exemple pour des familles de pêcheurs, d'agriculteurs ou de casseurs de cailloux, même si elles vivent toutes dans le même village. Ces familles recourent à des stratégies différentes pour échapper à la misère.

Dans un projet mené par la DDC au Bangladesh, on a ainsi découvert que les familles pauvres n'ont pas la même attitude face à l'école publique. Certaines ne s'y intéressent guère et l'utilisent assez peu. Un autre groupe de familles y voit au contrai-

re une chance pour leurs enfants, de sorte que ces derniers ne manquent presque jamais la classe. Si on veut lutter efficacement contre la pauvreté, il importe de comprendre ce que les gens font, dans quelles conditions ils le font et pour quelles raisons. L'approche des moyens d'existence durables offre justement un cadre pour cerner les réalités et les actions susceptibles de contribuer à réduire la pauvreté. Les connaissances acquises au Bangladesh ont alimenté le programme suisse de lutte contre la pauvreté, qui vise en priorité à appréhender, préserver, renforcer et, si possible, améliorer les moyens d'existence propres à chaque famille.



Zeller, Kulkarni/TCS/lat

Bénévoles, mais professionnels



Alan Meyer/Eber

On reproche souvent au système du volontariat dans les pays du Sud d'être inefficace et de soustraire du travail aux autochtones. Cette critique sans nuance ne se justifie pas, car les coopérants engagés à titre bénévole n'ont cessé de se professionnaliser au cours des dernières années. Pour le plus grand bien des populations locales. De Maria Roselli.

Les aventuriers n'ont pas leur place dans l'aide au développement. C'est ce que montrent notamment les statistiques des organisations d'envoi : environ la moitié des candidats à un travail volontaire dans le Sud sont écartés par les institutions établies en Suisse, du fait que leur recrutement donnerait peu de résultats.

«Aventuriers et donneurs de leçons nous sont aussi peu utiles que des marginaux ou des personnes qui veulent changer le monde. Il est essentiel de posséder des compétences techniques et sociales», souligne Martin Schreiber, directeur d'Unité, association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération internationale. Unité regroupe 25 institutions privées de coopération à caractère technique, religieux ou humanitaire, dont Mission Bethléem Immensee, Mission 21, Inter-team, E-Changer et Solidarmed. Cette association faitière et ses organisations membres réalisent le Programme d'appui et d'échange de personnes pour la coopération entre le Nord et le Sud, qui reçoit de la DDC un crédit de 9 millions de francs

par année. Les activités correspondantes se déroulent dans quarante pays, pour la plupart en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Quelque 200 volontaires travaillent chaque année pour les organisations appartenant à Unité.

S'interroger régulièrement sur son travail

Unité ne regroupe cependant pas tous les organismes travaillant avec des professionnels volontaires. Médecins sans frontières (MSF), par exemple, n'y est pas affiliée, car elle n'est pas considérée comme une institution d'envoi, mais comme une organisation médicale humanitaire ; à ce titre, le soutien qu'elle reçoit de la Confédération passe par le budget humanitaire de la DDC. La section suisse de MSF a travaillé en 2007 sur soixante projets dans plus de vingt pays. Le docteur Senop Tschakarjan, un Allemand d'origine arménienne, âgé de 33 ans et établi à Zurich, est membre de MSF. En 2008, il a effectué une mission de cinq mois dans l'ouest du Darfour (Soudan), au sein d'une équipe médicale mobile. Cette cellule de MSF, composée d'un



MSF Suisse

Qu'ils travaillent pour une œuvre d'entraide, telle que l'Eper (tout à gauche), ou pour Médecins sans frontières, les volontaires ont beaucoup changé ces dernières années. Leur profil ressemble de plus en plus à celui des professionnels de la coopération au développement, comme les collaborateurs de la DDC (page suivante).

médecin, d'un aide-soignant, d'une psychologue et d'une infirmière, auscultait et traitait en moyenne 160 personnes par jour. « Nous nous interrogeons régulièrement sur le sens de notre travail. Il est très important de le faire. C'est le seul moyen de tirer des enseignements de nos erreurs », souligne Senop Tschakarjan, avant de repartir pour une nouvelle mission.

Même si trois volontaires de MSF ont été assassinés en janvier 2008 dans la ville somalienne de Kismaayo, le jeune médecin ne se fait pas trop de soucis. « Nous avons de bons agents de sécurité et on nous a appris les comportements à adopter dans des situations dangereuses. » La sélection et la formation des volontaires sont des facteurs essentiels pour la réussite d'une mission.

Après les maçons, les ingénieurs

Les volontaires sont sélectionnés selon des critères très stricts. Preuve en est le fait que l'importante organisation d'envoi E-Changer n'a dû rapatrier qu'une seule personne ces six dernières années. Basée à Fribourg, cette institution affecte chaque année une quinzaine de volontaires à des projets dans le Sud, ce qui fait au total environ 45 professionnels en mission sur trois ans.

Les candidats au départ suivent une formation d'une année, comprenant entre autres sept cours compacts de quatre à cinq jours chacun. Comme dans la plupart des organisations membres d'Unité, l'engagement dure trois à cinq ans. « La longueur de la période constitue un filtre supplémentaire en

matière de motivation », explique Beat Wehrle, secrétaire général d'E-Changer. Une procédure de sélection rigoureuse, la formation et des missions de longue durée assurent la qualité des engagements. Plus une intervention est courte, plus il faut veiller à l'intégrer dans un programme qui garantisse la continuité.

Ces dernières années, le profil des volontaires s'est de plus en plus rapproché de celui des coopérants professionnels. Alors que l'âge moyen était de trente ans dans les années 80, la plupart en ont aujourd'hui plus de quarante. On demande toujours moins d'ouvriers : tandis que dans les années 90, la moitié des volontaires étaient titulaires d'un diplôme décerné par une université ou une haute école, leur proportion est aujourd'hui de 80 pour cent. Cela tient aussi au fait que la formation des populations du Sud va en s'améliorant, en Amérique latine surtout. Les organisations partenaires n'ont donc pratiquement besoin que de volontaires hautement spécialisés.

De plus, le système du volontariat se professionnalise toujours davantage depuis le début des années 90. « L'échange de personnes dans la coopération au développement est relativement onéreux : chaque volontaire coûte à la DDC quelque 50 000 francs par année », estime Konrad Specker, chef de la division Partenariats institutionnels à la DDC, qui est chargée d'analyser en détail le travail ainsi réalisé. Ce montant englobe frais d'entretien, formation, voyages, assurances sociales et forfait de réinsertion.

Le développement par l'échange

La coopération par l'échange de personnes se fonde sur des projets de longue durée, afin d'assurer aux partenaires du Sud un accompagnement fiable et continu. Ces projets se caractérisent par une utilisation aussi efficace que possible des moyens à disposition et visent une amélioration durable des conditions de vie. Il s'agit de promouvoir l'autonomie, d'inciter chacun à prendre son destin en main. Cette forme de coopération au développement soutient et renforce les structures et les collectivités locales. Elle encourage les méthodes participatives ainsi que la mobilisation contre les causes de l'injustice, de la violence et de la pauvreté. En raison de leur longue durée, les projets représentent un soutien pour les partenaires du Sud dans des situations de violence et de répression. Et ils montrent qu'il existe d'autres stratégies que la force pour résoudre des conflits.



Jean-Luc Issel/DDC

Soutenir les petits paysans et les femmes en milieu rural

Le couple Bruno et Beatriz Kull-Moreira travaille au Brésil depuis avril 2007 pour E-Changer, dans un programme de l'Eper qui a pour cadre le sud-ouest de l'État de Bahia. Lui est agronome et formateur d'adultes. Il aide le mouvement social des petits paysans à développer des réseaux. Un de ses pôles d'activité consiste à améliorer la commercialisation des produits agricoles. Soutenus par ce Fribourgeois, les agriculteurs ont pu conclure avec l'État un accord pour la distribution des bananes. Sur cette base, les fruits leur rapporteront plusieurs fois le montant obtenu jusque-là.

À 56 ans, Bruno Kull n'en est pas à sa première mission dans le Sud. Pendant les années 80, il avait travaillé pour la DDC en Guinée-Bissau et au Sénégal. «La différence est énorme entre un co-opérant d'État et un volontaire», explique-t-il. Un représentant officiel a toujours de la peine à distinguer les problèmes réels et factices. «Il en va tout autrement pour nous, car nous n'avons pas d'argent à distribuer. Nous ne pouvons que soutenir nos organisations partenaires dans leurs efforts.»

Son épouse Beatriz Kull-Moreira, 59 ans, aide les femmes rurales à faire valoir leurs droits. Cette chimiste de formation organise également des ateliers qui leur montrent comment se procurer un revenu d'appoint: les femmes peuvent ainsi arrondir le budget de leur ménage en confectionnant et en vendant du pain, des sacs ou des médicaments à base d'herbes.

Des missions adaptées aux besoins

«L'affectation d'un volontaire n'a de sens que si elle répond vraiment aux besoins des organisations partenaires sur le terrain. Il n'est pas question d'engager quelqu'un simplement parce qu'il figure depuis longtemps sur la liste d'attente», souligne Konrad Specker. L'expatrié doit être intégré d'emblée dans la structure d'un projet: «Il faut éviter qu'un volontaire ait besoin d'une année avant de se mettre vraiment au travail.»

Autre point important: la personne ne doit pas exécuter elle-même le travail, mais exercer une fonction de conseil et d'appui, seul moyen d'assurer que l'on ne porte pas préjudice à la main-d'œuvre locale. Et Martin Schreiber de préciser: «L'échange de personnes dans la coopération produit une véritable valeur ajoutée, car l'essentiel n'est pas l'argent, la technologie ou un transfert unilatéral de connaissances, mais une collaboration professionnelle et interculturelle. Dans le même esprit, nous faisons en plus un travail de sensibilisation en Suisse.» ■

(De l'allemand)

«Un engagement de courte durée – d'un mois par exemple – ne permet qu'un transfert unilatéral de connaissances. Il se justifie lorsque ce savoir s'inscrit dans un travail en cours. Sinon, on peut s'interroger sur sa raison d'être. L'important, dans la coopération par l'échange de personnes, c'est qu'il y ait un échange de connaissances – un dialogue interculturel entre les sociétés civiles.»

Beat Wehrle, secrétaire général de l'organisation E-Changer

Liens

www.unite-ch.org
www.e-changer.ch
www.msf.ch

Un royaume en péril

Venu au Cap pour assister à un événement littéraire, je vois de la fumée s'élever au-dessus des collines qui surplombent la ville. À l'appel des sirènes, des pompiers bénévoles entièrement équipés se précipitent vers leurs casernes. Presque aussitôt, des hélicoptères tournoient dans le ciel et éteignent les flammes en projetant une substance rose.

Sur la place Greenmarket, au centre-ville, un vieil homme s'exclame : « Ils battent des records de vitesse pour éteindre un incendie dans la montagne, mais quand nos baraques brûlent, on ne les voit jamais. Ils se soucient plus des oiseaux, des tortues et des antilopes que des êtres humains. » Deux fleuristes, qui portent la robe traditionnelle des Malais du Cap, le rabrouent aussitôt : « Ils doivent sauver nos protées, vieil homme ! »

Pour les Sud-Africains, la protéée n'est pas juste une fleur. C'est un symbole que les équipes sportives nationales arborent avec fierté. Beaucoup lui vouent un grand respect, car son port altier évoque des mystères qui remontent à plus de 300 millions d'années, bien avant que l'homme ne peuple la Terre. Elle fleurit le plus souvent en hiver sur certains *fynbos*, nom donné

à des formations végétales composées principalement d'arbustes et de petits buissons, qui s'étendent sur plus de 93 000 km² dans le sud de la province du Cap-Occidental. Cette région, appelée « Royaume floral du Cap », abrite 8 600 espèces de plantes que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Sur les 112 espèces de protéées recensées dans le monde, 69 ne prospèrent qu'ici. Voilà pourquoi les Sud-Africains préservent jalousement ce coin de pays. Après tout, c'est de là que vient la protéée royale, en forme d'artichaut, qui est la fleur nationale.

Mais cet écosystème, auquel il a fallu des millions d'années pour se former, est aujourd'hui en danger. Le climat évolue si vite que nul ne sait à quoi s'attendre. « Quand j'étais jeune, les saisons se suivaient à un rythme régulier. Maintenant, elles sont devenues folles », relève le vieil homme de la place Greenmarket.

Il y a quelques décennies encore, les pompiers n'auraient pas pris la peine de lutter contre les flammes. Le feu était bénéfique et on le laissait faire. Mais les incendies étaient alors prévisibles. Ils embrasaient les collines tous les quinze ans environ et cette récurrence convenait bien aux

fynbos, car les végétaux ont autant besoin du feu, qui fortifie les espèces, que de la pluie en hiver. Dans le Royaume floral du Cap, la chaleur fait éclater les capsules contenant les semences des plantes. Elle stimule également la germination des graines qui ont été enterrées par les fourmis. Sans le feu, le *fynbos* ne se renouvellerait plus et finirait par dépérir. Au cours des millénaires, les incendies ont aguerri la végétation à intervalles réguliers, lui laissant le temps de germer et de fleurir. Cette régularité n'est plus. Alors qu'il a jusqu'ici assuré la survie du royaume floral, le feu déséquilibre désormais cet écosystème fragile et pourrait causer sa perte. Par endroits, on n'entend déjà plus le chant du promérrops du Cap. Chassé par des températures excessives, l'oiseau s'en va vivre sous des cieux plus cléments. Sans lui, la pollinisation des protéées n'est plus assurée.

Ce qui préoccupe le vieil homme, ce n'est pas la désolante migration du promérrops, mais des problèmes qui le concernent plus directement. Il sait que les pluies ont changé, tant dans le Cap-Occidental, où de douces ondées devraient tomber en hiver, que dans son village natal du Cap-Oriental, où l'été est en principe marqué par des averses torrentielles, mais rien n'est plus comme avant. Son lopin de terre étant desséché depuis belle lurette, il a dû venir chercher du travail en ville. Le monde devient étrange et les saisons se détraquent. Même les hirondelles passent toute l'année ici et n'émigrent plus vers les étés chauds de l'hémisphère Nord. Si le climat continue de se réchauffer, le Royaume floral du Cap pourrait bien se transformer en désert. ■

(De l'anglais)



Zakes Mda (de son vrai nom Zanemvula Kizito Gatyeni Mda) est l'un des écrivains les plus connus d'Afrique du Sud. Né en 1948, il a grandi à Soweto et au Lesotho. Puis il a émigré aux États-Unis en 1963, où il a étudié à l'Université de l'Ohio. De retour en 1995, il devient écrivain en résidence au Market Theatre de Johannesburg. Après avoir écrit surtout des pièces de théâtre dans les années 70 et 80, Zakes Mda se tourne vers le roman. Ses œuvres, couronnées par de nombreux prix, ont été traduites dans diverses langues. Trois de ses sept romans ont été publiés en français : *Le Pleureur* (Dapper, 1999), *La Madone d'Excelsior* (Seuil, 2004) et *Au pays de l'ocre rouge* (Seuil, 2006). Zakes Mda est aussi peintre, compositeur et cinéaste. Par ailleurs, il dirige le Southern African Multimedia AIDS Trust, à Sophiatown (Johannesburg), et élève des abeilles. Enseignant dans des universités aux États-Unis et en Afrique du Sud, il vit aujourd'hui entre Johannesburg et l'Ohio.



Martin Harvey/Still Pictures



Christian Altorfer, Zürich (S)

« Sans information, la sexualité est un champ de mines »

Humoriste par passion, Pieter-Dirk Uys n'a jamais mâché ses mots. Ni sous le régime de l'apartheid, ni aujourd'hui. Même dans cette Afrique du Sud devenue démocratique, le « patriarche » de la satire politique internationale n'a rien perdu de son mordant et de son impertinence. Dans un entretien avec Maria Roselli, il analyse sans indulgence la situation qui règne dans son pays.

Un seul monde: L'été dernier, vous avez présenté au Theaterspektakel de Zurich votre dernière pièce, intitulée *Elections and Erections*.

On pense immédiatement à Bill et Monica. À moins que quelque chose ait échappé aux Européens que nous sommes ?

Pieter-Dirk Uys: Bien sûr,

c'est une allusion à Bill et Monica. Mais Jacob Zuma, président du Congrès national africain (ANC), en connaît lui aussi un rayon côté frasques. Je démarre toujours avec un bon titre, pour provoquer le rire. En plus, celui dont vous parlez évoque deux choses auxquelles je n'avais pas accès sous l'apartheid : la démocratie et le sexe.

Je ne connais la démocratie que depuis ma 49^e année et on ne parlait jamais de sexualité à l'époque où j'en aurais eu besoin. J'ai dû tout découvrir par moi-même. Heureusement, le sida n'existait pas encore en ce temps-là.

Qu'est-ce que cela représente, pour un artiste sud-

africain, de se produire à l'étranger ?

Pour moi, c'est important de pouvoir évaluer si mes spectacles résistent à la comparaison internationale. En Europe, les spectateurs s'attendent à voir jouer un Africain, donc un étranger. Mais la politique n'est pas si différente d'un pays à l'autre. La peur nous rassemble. La mondialisation



nous a rapprochés, nous nous connaissons mutuellement. Je place au centre de mon spectacle les peurs de la salle qui est devant moi. J'apporte donc mes personnages en Europe plutôt que d'emmener mon public en Afrique.

Habituellement, on ne parle pas d'érections, ce qui peut d'ailleurs poser un problème: le sida est le plus grand défi posé à votre pays et à toute l'Afrique. Qu'est-ce qui va de travers?

Sans information, la sexualité est un champ de mines. Or, c'est une activité naturelle qui fait partie de la vie quotidienne. C'est pourquoi le message est simple: tout un chacun devrait savoir ce qu'il fait. Les érections ne conduisent qu'à une chose, à savoir la relation sexuelle. Mais

le sexe peut aussi être très divertissant et drôle. L'humour amène le public à se détendre. Après quoi, on peut lui dire des vérités désagréables à entendre. En Afrique du Sud, mille personnes meurent du sida chaque jour. Nous le devons essentiellement à la négligence des anciens dirigeants de l'ANC. Thabo Mbeki a laissé un triste héritage: la minimisation du problème du sida. Sa politique d'inaction, ainsi que les cataplasmes de betteraves et les cures de pomme de terre préconisés par son ministre de la santé, ont fait des centaines de milliers de victimes – c'est presque un génocide. La faute incombe à un mot tabou: un virus. Celui-ci se propage parce que nous détournons notre regard. S'il n'y a pas de traitement contre le sida, nous devons d'autant plus nous occuper de la

prévention. Avec mon programme anti-sida, j'ai déjà rendu visite à plus de 1,6 million d'élèves. Mon message est très simple: «Posez des questions! Exigez des réponses! Faites attention! Dites non si vous n'avez pas de préservatifs sous la main! Ne croyez jamais que cela ne pourrait pas vous arriver, car le sexe arrive à tout le monde!»

Du temps de l'apartheid, vous étiez un adversaire du régime, une position qui se reflétait dans vos spectacles. En quoi votre travail a-t-il changé?

L'abolition de l'apartheid, en 1994, a été pour moi un soulagement et un bonheur incroyables, même si tout indiquait que la tenue d'élections démocratiques allait me laisser sans travail. Mais les politiciens

me sauvent toujours... Ils écrivent mes pièces. Je me suis occupé d'autres thèmes pendant deux ans, avant de revenir à mon leitmotiv: l'indifférence du gouvernement. Cette fois, c'est l'ANC qui est sur la sellette. Les politiciens sont comme les singes: plus ils grimpent sur l'échelle des ambitions, mieux nous voyons leur cul depuis en bas. L'apartheid était une cible idéale: le bien contre le mal, les Noirs contre les Blancs. Un tableau que le monde entier comprenait. Il me semble que l'apartheid a été le dernier schéma aussi simple. Depuis lors, on n'a presque rien entendu sur le Darfour, la Birmanie ou le Zimbabwe.

Qu'est-ce que la fin de l'apartheid a apporté aux Sud-Africains?



PD, Marc Stanes (3)



Le début d'un nouveau cauchemar! Aujourd'hui, le fossé ne sépare plus les Blancs et les Noirs, mais les pauvres et les riches. La liberté de parole? Certes, nous l'avons, mais nous parlons très peu. Les gens ont peur de critiquer, craignant de perdre les bonnes grâces du gouvernement. Corruption et mensonges dominent à nouveau notre vie quotidienne. Thabo Mbeki a créé du jour au lendemain une nouvelle élite. En l'espace de 17 ans, d'anciens détenus sont devenus milliardaires. Nous sommes très malheureux du déséquilibre entre riches et pauvres, mais après 17 ans, plus personne ne peut le mettre sur le compte de l'apartheid.

Avant 1994, je n'avais aucune attente, seulement la crainte d'un bain de sang et d'un holocauste de vengeance. Cela ne s'est pas produit. Nelson Mandela nous a donné la chance de réaliser nos rêves. En accordant son pardon, l'ANC a fait preuve d'une supériorité morale. Mais celle-ci a maintenant disparu. Nous croupons tous dans le marécage d'une politique qui a tout envahi. Se moquer de politiciens corrompus apporte davantage que des balles et des bombes.

En quoi la vie des Sud-Africains a-t-elle changé?

Les relations, surtout, se sont beaucoup transformées. Cependant, les gens de ma génération, âgés de plus de 60 ans, ne changeront jamais vraiment.

Les Blancs traitent toujours les Noirs autrement et les Noirs continuent de s'excuser d'exister. Mais les jeunes sont en colère, ambitieux, efficaces. Les enfants sont notre avenir. Ceux qui sont nés après 1994 ne savent même plus ce qu'était l'apartheid. C'est une bonne chose. Mon travail consiste cependant à rappeler aux gens d'où nous venons, pour que nous puissions nous réjouir d'aller de l'avant. Nous sommes toujours au bord du précipice. Et tout le monde va tomber dedans si nous dépendons des politiciens. Il faut que les gens prennent les commandes et les politiciens pourront nous suivre.

Hormis le sida, quels sont les défis majeurs de l'Afrique du Sud?

Les élections de 2009 seront déterminantes. Nous devons tous aller voter. Le danger d'un parti unique n'a jamais été aussi grand qu'aujourd'hui. L'éducation est une marchandise rare, tout comme les logements. Les transports publics sont inexistantes. Thabo Mbeki a misé sur l'économie et sur d'autres secteurs qui rapportaient de l'argent à sa clique: affaires étrangères, finances, défense, tourisme. Le reste est en plein chaos. Nous devons repartir de zéro aux niveaux local, régional et national. Plus rien ne freine la criminalité et la violence. Notre police doit être payée et formée, les gens doivent apprendre à respecter la

loi. Il faut dénoncer la corruption. Les lettres ANC, aujourd'hui, signifient *A Nice Cheque*. Il importe que ce parti mette de l'ordre dans ses rangs.

Existe-t-il un sujet tabou pour l'humoriste que vous êtes?

La religion est la dernière frontière de la satire. Chacun sait que plaisanter sur des religions est mortellement dangereux. Mais personne n'échappe à la satire, pas même Nelson Mandela. Il est d'ailleurs le premier à en rire. ■

(De l'anglais)

L'humoriste politique sud-africain **Pieter-Dirk Uys**, né au Cap en 1945, a écrit plus de trente pièces de théâtre, publié quinze livres et tourné trente films. Il est devenu une vedette internationale après avoir créé le personnage d'Evita Bezuidenhout, ex-ambassadrice d'un bantoustan et dragon de l'apartheid. Cette grande bourgeoise afrikaner, fardée et vêtue de tenues extravagantes, ne rate pas une occasion de mettre les pieds dans le plat. Elle est aujourd'hui la femme blanche la plus célèbre d'Afrique du Sud.

La culture, facteur d'intégration

(dds) Les pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont entamé un processus d'intégration sociale et économique croissante. Il en est résulté, dans certaines situations, des tensions sociales ou même des accès de xénophobie. La culture et les arts visuels peuvent contribuer à réduire les préjugés à l'égard de «l'autre» et à favoriser une attitude tolérante envers la diversité culturelle dans un pays ou entre États. Sur le plan du développement, la culture peut aider à reconnaître les défis communs à toute une région – par exemple le sida, l'éducation ou la pauvreté. C'est pourquoi la DDC soutient depuis 1998 un programme culturel destiné à l'Afrique australe, qui est géré par le bureau de liaison de Pro Helvetia en Afrique du Sud. Au début, ce programme était centré sur des échanges culturels entre la Suisse et l'Afrique du Sud. Maintenant, il se consacre davantage à ceux qui ont lieu entre les pays de la SADC, comme l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'Angola, le Zimbabwe, le Botswana et la Namibie.

Fribourg et Nyon, rendez-vous des cinéphiles

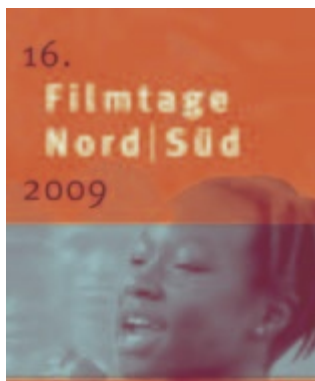
(jls) Deux importantes manifestations cinématographiques se préparent en Suisse romande. Le Festival international de films de Fribourg (FIFF) aura lieu du 14 au 21 mars. Une centaine de films, provenant essentiellement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, sont en compétition. À côté de cette sélection officielle, le FIFF propose plusieurs panoramas, notamment sur l'Inde et sur le Nigeria, qui produit plus de 200 films par an. Comme des productions hollywoodiennes seront également à l'affiche, les trois plus grandes industries cinématographiques du monde seront réunies à Fribourg.

À Nyon, le festival international Visions du Réel se tiendra du 23 au 29 avril. Il devrait accueillir trois personnalités de talent qui réinventent le cinéma du réel: le réalisateur kazakh Sergueï Dvortsevoy ainsi que le couple de cinéastes libanais Joana Hadjithomas et Khalil Joreige. Parmi les sélections au programme figurent l'œuvre de la vidéaste new-yorkaise Susan Mogul et les vingt ans de la chute du Mur de Berlin.

Festival international de films de Fribourg, du 14 au 21 mars; informations: www.fiff.ch. Visions du Réel, du 23 au 29 avril; informations: www.visionsdureel.ch

Des images pour faire bouger le monde

Dans le cadre des Journées cinématographiques Nord-Sud, qui ont lieu tous les deux ans, le service Films pour un seul monde présente une série de nouvelles réalisations choisies pour leur valeur éducative dans une perspective globale. Le programme de cette année comprend treize films portant sur différents thèmes d'actualité. Il accorde une place centrale à l'Année internationale de l'apprentissage



des droits de l'homme: les deux films sur ce thème traitent l'un des conditions de travail au sein d'un groupe multinational, l'autre des sans-papiers en Suisse. Les deux soirées prévues font découvrir une série de courts métrages qui constituent d'excellents points de départ pour une discussion approfondie sur les sujets abordés. Deux premières sont également au programme: *L'or bleu* s'intéresse aux conflits d'intérêts suscités par des besoins croissants en eau dans la région de Marrakech (Maroc); *L'hôtel de mes rêves* met en scène un Sénégalais qui rentre au pays pour y construire et diriger son propre hôtel.

Journées cinématographiques Nord-Sud: 24 et 25 février, HEP de St-Gall; 3 et 4 mars, HEP de Zurich; 11 et 12 mars, Romero Haus, Lucerne; 17 et 18 mars, Museum der Kulturen, Bâle; 24 et 25 mars, HEP de Berne, Institut für Bildungsmedien; fin octobre: dans le cadre des Journées cinématographiques de Thusis. Informations: www.filmeeinewelt.ch

Deux fois l'Afrique du Sud

Un double DVD, sorti récemment, propose deux films de fiction du réalisateur sud-africain



Ramadan Suleman, *Zulu Love Letter* et *Fools*. Le premier raconte l'histoire de Thandeka, une journaliste arrêtée au temps de l'apartheid. En prison, elle met au monde une fillette sourde et muette, Mangi. Celle-ci souffrira plus tard du passé chaotique de sa mère et se rapprochera ainsi de sa grand-mère qui lui apprendra l'art traditionnel zoulou des perles brodées. Le second film se déroule à Charterston, une township à l'est de Johannesburg, à la fin de l'année 1989: tout le monde sait que le professeur Zamani a violé une de ses élèves, mais on refoule cette vérité en raison du respect dû à un enseignant. Zamani est chargé par son directeur de vendre des cartes d'entrée pour la fête nationale commémorant la victoire des Boers contre les Zoulous. En tant que professeur d'histoire, il se voit obligé d'expliquer à ses élèves noirs pourquoi ils doivent se réjouir de la défaite de leurs ancêtres.

«*Zulu Love Letter*» et «*Fools*» sont parus sous forme de double DVD aux éditions trigon-film.

Commandes et informations: 056 430 12 30 ou www.trigon-film.org

Un coupe-faim excite des appétits commerciaux

Le film *Le jardin secret des Bushmen*, du cinéaste sud-africain Rehad Desai, accompagne l'un des derniers guérisseurs traditionnels des Khomani San dans le désert du Kalahari. C'est là que pousse le *hoodia*, un cactus dont on extrait une substance qui a la propriété de couper l'appétit. Les géants de l'industrie pharmaceutique mondiale flairent des affaires juteuses. La protection de la biodiversité et du droit d'exploiter les ressources naturelles revêt une importance vitale pour les Khomani San, un peuple indi-

service



gène qui connaît depuis des siècles les vertus médicinales du *hoodia*. Mais leur lutte s'avère difficile. Personne ne leur a demandé leur accord et ils n'ont pas de moyen légal de faire valoir leurs droits. Ce film sur la diversité des espèces et la propriété des ressources biologiques a obtenu le Prix du jury au Festival du film en Amazonie.

Rehad Desai : « *Le jardin secret des Bushmen* » (*The Bushman's Secret*), Afrique du Sud/Australie/Allemagne 2006. Documentaire, DVD, 63 minutes, afrikaans-anglais (v.o.); sélection de langues : français, allemand (partiellement sous-titré); dès 16 ans. Distribution/vente : Éducation et développement, tél. 021 612 00 81, fed@globaleducation.ch.

Informations : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmecinewelt.ch

Le testament d'un magicien

(er) Le compositeur et producteur français Hector Zazou s'était affranchi des règles courantes pour aborder des paysages sonores qui balancent entre la musique populaire traditionnelle et les vibrations de l'électronique moderne. Ce magicien béni des dieux, né en Algérie en 1948, nous a quittés l'automne dernier. Dans un album post-

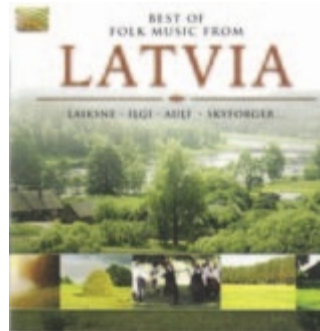


hume, enregistré à Mumbai, il fait preuve d'une maîtrise époustouflante des notes et des tonalités de la musique indienne. Quatre virtuoses originaires d'Inde et d'Ouzbékistan nouent un tapis de sonorités planantes – mêlant oud, violon, luth, slide guitar et flûte – sur lequel se détachent les arabesques du trompettiste norvégien Nils Petter Molvaer, du flûtiste espagnol Carlos Nuñez et du violoniste hongrois Zoltan Lantos. Hector Zazou y ajoute de subtils accents électroniques pour faire de l'ensemble une splendide fresque méditative pleine d'élans vers la vie spirituelle.

Hector Zazou & Swara : « *In The House Of Mirrors* » (Crammed Discs-Indigo/Musikvertrieb)

Chants traditionnels lettons

(er) Les *dainas* sont des chants traditionnels qui procèdent de l'identité culturelle et de la conscience ethnique du peuple letton, dont ils reflètent l'âme. Leurs textes courts, généralement formés de quatrains finissant en trochée (syllabe longue suivie d'une brève), constituent la forme littéraire classique de la Lettonie. Ces poèmes lyriques évoquent des événements quotidiens du berceau à la tombe, des mythes et des rites, ou encore le passage des saisons. Ils sont l'expression d'une culture restée extrêmement vivante, comme en témoigne ce panorama de la musique populaire lettone – un album de morceaux soigneusement choisis, accompagné d'un livret d'information. Des voix féminines et masculines, envoûtantes ou rauques, sont emmenées par une orchestration virtuose. Des instruments tels que kokle (sorte de cithare), flûte, mandoline, cornemuse, accordéon, guimbarde, mais aussi guitare, clavier et percussion, confèrent à ces chants un climat sonore incomparable et procu-



rent à l'auditeur des moments privilégiés de félicité mélodique. Divers artistes : « *Best Of Folk Music From Latvia* » (ARC Music/Be-Bop)

Contrepoint moderne

(er) Le rythme des percussions mène le bal. Des envolées de trompettes mettent çà et là une touche de style mariachi. Un violon fait voltiger ses entrelacs mélodiques et un tuba reprend la ligne de basse. Tel est le langage musical de Madera Limpia, groupe cubain constitué autour des chanteurs et rappeurs Yasel González Rivera et Gerald Thomas Collymore. Avec des voix suggestives et claires, ces deux poètes de la vie quotidienne interprètent en espagnol des chansons pleines de charme, bien qu'elles expriment une acerbe critique sociale. Ils naviguent avec aisance entre les genres musicaux : le rap, le reggae, le dancehall, mais aussi le son et le changüí, qui sont nés dans la province de Guantánamo. C'est dans la ville universitaire du même nom, à proximité de la sinistre prison militaire américaine, qu'a été créé ce hip-hop si



entraînant, contrepoint moderne des rythmes qui ont fait la célébrité du Buena Vista Social Club.

Madera Limpia : « *La Corona* » (out here rec-Indigo/Musikvertrieb)

Plaisirs interdits sous l'apartheid

(bf) Dans *La Madone d'Excelsior*, le romancier Zakes Mda, auteur pour cette année de notre Carte blanche (voir page 29), nous entraîne à travers trois décennies d'histoire sud-africaine. Il prend comme point de départ un scandale qui a secoué en 1971 la petite ville afrikaner d'Excelsior, au cœur de l'État libre d'Orange. Les lois implacables de l'apartheid, qui assurent la domination de la minorité blanche, interdisent alors toute relation sexuelle entre les races. Mais aucune loi ne peut empêcher quelques notables de goûter aux plaisirs interdits : le maire, le pasteur, le boucher et l'officier de police s'offrent des orgies dans une grange avec de jeunes domestiques noires. L'affaire finit par éclater au grand jour lorsque ces femmes mettent au monde, l'une après l'autre, des enfants au teint clair. La bourgade tranquille se retrouve sous les feux de l'actualité mondiale. Trente ans plus tard, Zakes Mda s'est rendu à Excelsior pour découvrir les secrets de celles et ceux qui ont vécu ces événements. Le personnage central de son roman, Niki, est l'une des femmes arrêtées à l'époque. Elle a deux enfants, l'un d'un père noir, l'autre d'un Blanc. Zakes Mda raconte son histoire, qui est en même temps celle de l'Afrique du Sud.

Zakes Mda : « *La Madone d'Excelsior* », Seuil, 2004

Encourager les petits entrepreneurs

(bf) Il y a neuf ans encore, Naoko Felder-Kuzu exerçait des

Livres



fonctions dirigeantes dans le domaine des marchés financiers. Puis elle a appris qu'il était possible de combattre efficacement la pauvreté en professionnalisant le petit crédit. Emballée par cette idée, elle a renoncé à son poste dans le monde de la banque. Depuis lors, elle parcourt la planète pour donner des conférences sur la microfinance ou le microfranchisement et prodiguer ses conseils à des fondations. C'est aussi le sujet de son deuxième ouvrage *Kleiner Einsatz, grosse Wirkung* (petit investissement, grand effet). Naoko Felder-Kuzu, qui vit près de Zurich depuis 1988, y expose ses expériences personnelles dans ce domaine et présente des exemples concrets dans le contexte de l'évolution actuelle. Le microfranchisement s'adresse à des gens qui ne peuvent peut-être pas concevoir et réaliser leur propre projet commercial, mais qui possèdent des aptitudes entrepreneuriales et sont capables de reprendre à leur compte un

modèle éprouvé. Outre les exemples concrets qui montrent les possibilités novatrices dans le domaine du crédit, cet ouvrage en allemand séduit par les précieuses informations qu'il fournit en annexe: une bibliographie, des contacts utiles, des adresses de sites Internet et une liste d'organisations spécialisées. *Naoko Felder-Kuzu: «Kleiner Einsatz, grosse Wirkung», Édition Rüffer & Rub, 2008*

Duel de géants

(jls) Qui, de la Chine ou de l'Inde, va remporter la course au développement et à la croissance? Dans son dernier ouvrage, Gilbert Étienne se livre à une analyse comparée des deux géants asiatiques, qu'il connaît bien pour les avoir parcourus, scrutés et étudiés depuis les années 50. Ce professeur honoraire à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), à Genève, analyse leur évolution au cours du



REX/afif

demi-siècle écoulé, leur décollage économique spectaculaire dans des contextes nationaux très différents ainsi que les défis qui les attendent. La Chine et l'Inde sont en train de provoquer une redistribution des cartes au niveau planétaire. Cependant, bien des incertitudes pèsent sur leur avenir: la situation politique en Chine, les problèmes environnementaux, les carences agricoles, les infrastructures précaires en Inde, les criantes injustices sociales et la corruption.

Gilbert Étienne: «Chine-Inde.

La Grande compétition», éditions Dunod, Paris, 2007

Énergie et climat

(bf) Le commerce des droits d'émission peut-il influencer positivement sur l'effet de serre? Qu'entend-on par équité en matière de ressources? Est-il utopique d'espérer un changement d'orientation dans la production et l'utilisation d'énergie? Quelles sont les répercussions globales du réchauffement climatique? Comme à son habitude, le magazine alémanique *Widerspruch* pose des questions déroutantes, cette fois-ci sur le thème de l'énergie et du climat. Dans son dernier numéro, des auteurs renommés développent avec talent des thèses et des antithèses basées sur des arguments solides. Certains présentent des exemples extrêmement intéressants. Ainsi, Achim Brunnengräber, Kristina Dietz et Simon Wolf évoquent la poli-

tique du gouvernement équatorien qui entend renoncer à l'exploitation de ses réserves de pétrole, moyennant une compensation financière. Rita Schäfer se penche sur les possibilités et les limites de la gestion durable en Afrique, en examinant comment les femmes de ce continent utilisent les ressources naturelles.

«*Widerspruch 54; Energie und Klima*», disponible en librairie ou auprès de *Widerspruch*, case postale, Zurich; tél. /fax 044 273 03 02; www.widerspruch.ch

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets touchant à la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, cette prestation ne peut être offerte qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53/ 35 80; fax 031 324 90 47/48; info@eda.admin.ch

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale) (vuc)
Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service d'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne,
courriel: info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860192226

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 53 000

Couverture : Calcutta, Inde;
G.M.B. Akash/Panos/Strates

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

L'Afrique de l'Ouest jouit d'un énorme potentiel: les populations se connaissent depuis longtemps, elles n'ont jamais cessé d'être mobiles et de pratiquer un commerce transfrontalier. Ces dernières années, la région s'est peu à peu stabilisée. Néanmoins, elle reste confrontée à des défis gigantesques, en particulier sur le plan du développement rural et du chômage.



Paule SeuxHemis.fr/af